

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 27 SEPTEMBRE 1978 - N°756

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

**Sidérurgie, chantiers navals : les travailleurs
manifestent contre les licenciements**

POUR BARRE, C'EST DU ... «FOLKLORE»!



- Toulon : 12 000 travailleurs assiègent Barre
- 25 000 sidérurgistes lorrains dans la rue lundi
- Usinor-Dunkerque : premier mouvement dans la nuit de lundi à mardi

4^e CONGRÈS DU FRONT POLISARIO

**«Rien ne peut
se régler au Sahara
occidental en dehors
du peuple sahraoui»**

(Lire en page 7)

Barre et ses comparses de l'UDF se sont couverts de ridicule lundi dernier, palabrant sous la protection de centaines de CRS, ne pouvant accéder qu'en hélicoptère au lieu de leur rassemblement. La colère des 12 000 travailleurs menacés de licenciements a trouvé comme seule réponse, les propos méprisants de Barre dont il est contumier. Devant l'ampleur de la manifestation, il n'a rien trouvé d'autre à dire que : «Nous en sommes malheureusement au moment où les effets posi-

tifs de la politique gouvernementale ne semblent pas évidents».

C'est le moins que l'on puisse dire ! Et la réponse lui avait été donnée par les travailleurs de la sidérurgie lorraine qui manifestaient massivement ce lundi, bloquant l'autoroute Metz-Thionville. Lundi soir, à Usinor-Dunkerque, les hauts-fournistes de l'équipe de nuit faisait grève à 90 %.

(Lire en page 6)

LOYERS

Mise en pièces de la loi de 48

Un décret daté du 22 août 1978, vient récemment d'être publié par le *Journal Officiel*, et précise les conditions de confort admises pour les immeubles appartenant à la réglementation des loyers, obtenu en 48 par d'importantes luttes, en pleine crise du logement. Progressivement, les différentes catégories d'immeubles sont écartées de cette réglementation, sur la pression des propriétaires qui peuvent ainsi sortir leur logement sur le marché immobilier, au moins trois fois plus cher. C'est l'ensemble de la réglementation qui est visée, pour les locataires cette libération s'accompagne de fortes hausses !

(Lire en page 8)

Feu vert pour le 6^e sous-marin nucléaire

Giscard a annoncé officiellement la mise en chantier du 6^e sous-marin nucléaire français. Il accède ainsi à la demande du RPR, qui avait posé cette condition à un vote favorable au projet du budget militaire, présenté ce lundi.

Nicaragua : gouvernement provisoire

Cependant que les nouvelles continuent de faire état de répression féroce au Nicaragua, Miguel Castenada, représentant du Front Sandiniste de Libération Nationale, a annoncé que l'opposition à Somoza avait constitué un gouvernement provisoire, représentant la plupart des forces politiques de l'opposition.

Quand le PCF prétend défendre les immigrés...

(Lire en page 5)

Après Camp David : un double danger

(Lire en page 12)

Le mouvement d'opposition en Pologne

ENTRETIEN AVEC
ALEXANDRE SMOLAR

(Lire en page 9)



Projet de programme pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

Nous publions aujourd'hui la fin du chapitre du projet de programme intitulée «Luttons contre le révisionnisme moderne», ainsi que le chapitre «Pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire».

L'ensemble du projet de programme ayant été ainsi publié, la tribune de discussion sera ouverte, dès demain, aux organisations du Parti, à ses sympathisants et à ses amis. Dans ce cadre, de nombreuses contributions sont attendues et pourront être publiées selon l'intérêt et l'ordre de la discussion.

Luttons contre le révisionnisme moderne (Suite)

Le PCF face aux luttes des masses

Pour réaliser son projet, le PCF doit à la fois encadrer le mouvement des masses et investir l'appareil d'État de la bourgeoisie. Aussi, il s'en prend dans ce mouvement à tout ce qui contredit ses propres objectifs. Tout en cherchant à rallier la petite bourgeoisie et même certaines fractions de la bourgeoisie, il tente sans cesse de vastes opérations de récupération en essayant de faire passer son propre programme pour les aspirations des travailleurs.

— Sa prétendue défense des libertés démocratiques, parfaitement démentie quand c'est sa pratique qui est remise en cause, ne vise qu'à accroître ses possibilités de développer ses positions, à assurer une plus large participation de sa part à la vie politique de la bourgeoisie. Sa défense des corps répressifs de l'État, mal utilisés selon lui, contredit l'expérience qu'en font les travailleurs dans les luttes.

— Les conceptions qu'il défend sur l'intérêt national, l'organisation du travail, le pouvoir ou la productivité dans l'entreprise, l'amènent à détourner de leurs objectifs les revendications des travailleurs (salaires, licenciements, hiérarchie...). Ses positions sur les petits et moyens patrons le conduisent à ignorer ou saboter purement et simplement des grèves qui ont lieu dans ces entreprises.

— La défense par le PCF de l'exploitation familiale à la campagne renforce les illusions sur une communauté d'intérêt de toute la paysannerie.

— La contribution apportée par le PCF à l'idéologie bourgeoise sur le plan de l'école, de la famille, de la culture, du cadre de vie, l'amène à vider tous les mouvements qui se déclenchent dans ces secteurs de tout leur aspect progressiste ou révolutionnaire.

Plus généralement, lorsque ses intérêts électoraux

sont en jeu, le PCF n'hésite pas à peser de tout son poids pour étouffer les mouvements qui se déclenchent. De même, lorsqu'une lutte échappe à son contrôle, il s'emploie à la morceler, à la diviser, à l'isoler pour la conduire à l'échec.

Le PCF : une base de classe non prolétarienne

Depuis longtemps, le PCF n'est plus un parti composé principalement d'ouvriers. Sa base de classe a changé au profit de l'aristocratie ouvrière et des couches petites-bourgeoises.

L'aristocratie ouvrière est une couche corrompue par l'impérialisme, issue de la classe ouvrière mais qui s'en distingue par des avantages matériels et des critères idéologiques qui la rapprochent de la petite-bourgeoisie. Elle se constitue avant tout :

— Parmi les membres des appareils syndicaux coupés de la production et pratiquant la collaboration de classe.

— Dans les rangs des ouvriers les mieux payés et occupant un poste d'encadrement.

— Au sein des appareils municipaux du PCF et des sociaux-démocrates, et dans les organismes ou sinécures diverses, liés à la pratique de collaboration de classes.

La petite-bourgeoisie (enseignants, cadres, ingénieurs, professions libérales...) prend une place toujours plus importante dans ses rangs et dans son encadrement.

L'abandon de toute référence, même formelle à la dictature du prolétariat, la critique faite par le PCF à la notion de prolétariat, qu'il juge dépassée, marquent

ainsi, jusque dans ses références théoriques, les intérêts de classe de ceux qui le composent ou qu'il tente de gagner à son projet.

Pour faire la révolution, il faut combattre le révisionnisme

Pour préparer les masses à la révolution prolétarienne, le Parti doit détruire les influences révisionnistes dans la classe ouvrière et particulièrement l'influence du PCF.

Une des conditions pour déclencher victorieusement l'insurrection, c'est que les larges masses aient fait l'expérience de la nature bourgeoise du PCF et de ses propositions.

Pour éclairer dès aujourd'hui cette expérience par les larges masses de la nature du PCF, le PCRml combat pied à pied l'influence du révisionnisme dans la classe ouvrière, développe les contradictions qui opposent les aspirations des travailleurs aux propositions du PCF et à son comportement dans les luttes.

Dans la lutte contre le révisionnisme, le PCRml porte une attention particulière à développer les contradictions internes du PCF.

L'importante crise surgie à l'intérieur de ce parti, à la suite de l'échec électoral de la gauche de mars 78, suscite d'amples débats sur le centralisme démocratique, la nature de l'Union soviétique, la politique d'alliances du PCF. Le développement de vives contradictions entre des militants et la direction de ce parti se fait au grand jour. Le PCRml, en agissant toujours de manière fraternelle et sans sectarisme aide ces militants à saisir l'origine de ces contradictions et à critiquer et rejeter le révisionnisme.

Pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste fonde son action sur le marxisme-léninisme, le maoïsme qui synthétise l'acquis du mouvement révolutionnaire des masses et représente l'intérêt de classe du prolétariat.

Il lie la théorie révolutionnaire à la pratique de la lutte de classes pour élaborer la ligne de notre révolution.

Il participe étroitement aux luttes de la classe ouvrière et des masses populaires.

Il pratique la critique et l'autocritique.

Le Parti applique la ligne de masse : ce sont les masses qui font la révolution. Le Parti diffuse largement parmi elles ses propositions politiques, s'appuie sur leurs aspirations révolutionnaires et recueille leurs idées justes afin de les matérialiser en objectifs de lutte, d'organisation et d'action.

Le centralisme démocratique est le principe de fonctionnement du parti prolétarien : il permet, par la concentration des idées justes, c'est-à-dire celles qui vont dans le sens des intérêts de classe du prolétariat, la réalisation de l'unité du Parti dans la définition et l'application de sa ligne.

La démocratie prolétarienne, c'est la discussion large sur la façon dont s'applique la ligne et la participation de tous à sa définition. Elle implique à la fois un large débat et une application stricte des décisions qui en découlent.

Dans le cadre du centralisme prolétarien, la direction trace les orientations à partir de la concentration des idées justes recueillies. Elle s'appuie pour cela sur l'expérience et l'initiative de tout le Parti.

Renforcer le centralisme démocratique, c'est parvenir à un haut degré de centralisme sur la base d'un degré élevé de démocratie : l'individu se soumet à l'organisation, la minorité à la majorité, l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, l'ensemble du Parti au Comité Central élu par le Congrès.

En combattant les conceptions et influences étrangères au marxisme-léninisme dans ses rangs, le PCRml mène consciemment la lutte entre les deux voies, les deux lignes, les deux classes. La lutte entre les deux voies est le moteur de son édification.

Le PCRml lutte pour la construction d'un parti de type nouveau qui libère l'énergie révolutionnaire des masses et représente dans tous les moments de la

lutte de classes une alternative au révisionnisme que les masses reconnaissent comme telle. Pour réaliser cet objectif, le Parti s'oppose en tous points au parti révisionniste.

Dans la lutte pour la construction du Parti communiste de type nouveau, le PCRml œuvre à l'unité de tous ceux qui se réclament du marxisme-léninisme sur la base d'une juste ligne idéologique et politique.

Le PCRml développe l'essentiel de son activité dans la classe ouvrière. Il développe en premier lieu ses organisations dans les entreprises.

Le Parti se renforce aussi des travailleurs des campagnes, des intellectuels révolutionnaires et de tous les éléments du peuple qui rejoignent le camp du prolétariat.

Il éduque l'ensemble de ses membres dans l'idéologie prolétarienne.

Le PCRml développe l'internationalisme prolétarien.



Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

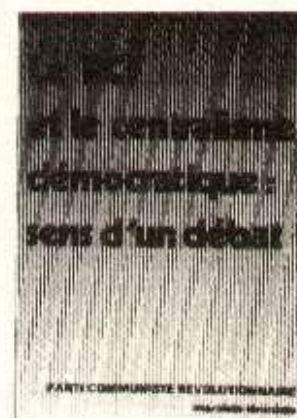
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

manifeste

pour le socialisme

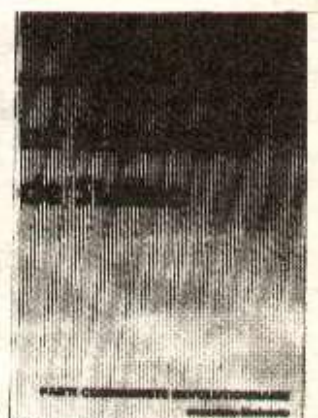
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxisme-Léniniste

Prix : 10 F (+ 2 F de port)



Prix : 5 F (+ port : 2,10 F) Prix : 10 F (+ port : 2,90 F)

Les deux brochures : 20,80 F (port compris)



Vous pouvez passer commande de ces brochures en écrivant au Quotidien du Peuple, B.P. 225 - 75 924 Paris Cedex 19.

Après les élections partielles

VERS UNE REVISION DES STRATEGIES ?

● Le cycle des élections partielles, ouvert à la suite de l'invalidation de cinq députés élus en mars, va se terminer dimanche prochain avec le deuxième tour de scrutin dans le 14^e arrondissement de Paris. L'incertitude demeure donc quant au sort du RPR

De La Malène, dont le ballottage apparaît comme très défavorable face à la socialiste Avice. Malgré cette incertitude, on peut d'ores et déjà discerner quelques enseignements de ces cinq élections partielles.

Résultats en %	Pas de Calais				Meurthe et Moselle				Paris			
	PS	PC	UDF	UDR RPR	PS	PC	UDF	UDR RPR	PS	PC	UDF	UDR RPR
Sept. 78	49,16	6,38	30,08	14,35	37,48	14,25	28,98	14,90	33,01	19,33		39,20
Mars 78	32,00	13,19	29,86	22,05	26,00	18,80	25,56	22,34	22,30	20,61		37,57
Mars 73	24,00	15,67	22,36	25,43	09,41	19,59	30,14	18,87	19,54	22,16		37,62

Les enseignements qu'on peut tirer de ces partielles, s'appuient sur quatre constatations : le score réalisé par les candidats socialistes s'est nettement gonflé par rapport à mars dernier, celui de l'UDF a stagné, et les candidats PCF et RPR ont vu leurs scores fondre

dans des proportions notables. Ces constatations sont essentiellement valables dans le cas des partielles du Pas de Calais, de Meurthe et Moselle et de Paris, puisqu'aussi bien dans le Gers qu'en Seine St Denis, la gauche comme la droite se présentait unie.

Débandade du PCF

A la forte poussée socialiste correspond un net recul du PCF. A Paris, malgré un effort de propagande extrêmement important, le PCF perd 1,28 %. Dans le Pas de Calais et en Meurthe et Moselle, il recule respectivement de 6,18 % et 4,55 %. L'échec est d'autant plus patent qu'à Paris comme à Nancy les deux partis de gauche étaient jusqu'à présent au coude à coude. En 1973, dans les deux cas, le PCF devançait même le PS. Il y a là un retournement de situation qui va très certainement provoqué des remous place du Colonel Fabien. L'érosion électorale, déjà sensible en mars dernier, se poursuit donc. On peut y apporter plusieurs explications : la polémique, ou plutôt les attaques quotidiennement adressées au PS ne payant pas, bien au contraire, puisqu'une partie de l'électorat du PCF a préféré voter PS dès le premier tour. De plus, le PCF, privé du programme commun, n'a plus aujourd'hui aucune perspective à offrir si ce n'est d'hypothétiques efforts pour reconstruire une hypothétique union.

Crispé dans ses attaques contre le PS, sans perspective en butte à une contestation interne, le PCF voit donc son érosion électorale continuer.

Les tendances des scrutins sont moins discernables à droite, par le seul fait que chaque élection a été en elle-même un cas particulier. A Paris, De la Malène est le candidat unique de la droite, et à Nancy c'est un PR en rupture de banc qui se présentait contre JJSS. Malgré ces particularités, il apparaît que l'UDF réussit à se maintenir tandis que le RPR recule assez nettement. Le cas le plus net est celui du Pas de Calais, où le candidat UDF gagne 0,22 % au premier tour, tandis que le RPR perd 7,70 % des suffrages de mars.

Signalons enfin, de manière secondaire, une légère diminution du score des écologistes et des candidats d'extrême gauche. Ces données sont nettes à Paris, elles le sont moins ailleurs puisque les candidatures n'étaient pas les mêmes qu'en mars.

Des enseignements pour 1981

Sans bouleverser le paysage politique, les élections partielles qui viennent de se dérouler risquent cependant, à terme, de modifier quelques données. Il faut se souvenir par exemple que c'est à l'issue d'une série de partielles de ce genre, en 1974, que le PCF avait été amené à engager une première polémique contre le PS, et ce jusqu'aux municipalités. Cette fois-ci, les conclusions des états-major seront sensiblement différentes : à droite, deux orientations ressortent des premiers commentaires : d'une part, la constatation que l'unité entre UDF et RPR n'est pas très solide, et d'autre part que la politique de Barre est trop outrée vis-à-vis de l'électorat. Certains en viennent à souhaiter une « pause » dans l'application

du plan Barre... avant les élections européennes de juin.

Pour le PCF, il s'agirait de voir si les attaques contre le PS n'ont pas finalement été à l'encontre du but recherché : renforcer le PS, au lieu de l'affaiblir. A l'inverse, le PS pourrait bien tirer de ces partielles la conclusion que finalement, l'union avec le PCF est plus un boulet à trainer qu'autre chose. Ces données seront importantes pour les présidentielles de 81, qui se préparent déjà.

Nicolas DUVALLOIS

Le CC du PCF se termine mercredi

Europe, chômage, élections, contestation et 23^e congrès

Le PCF réunit son comité central, depuis ce mardi matin et jusqu'à mercredi. Les travaux doivent porter d'une part sur la campagne du PCF contre le chômage, et d'autre part sur l'élargissement de l'Europe, auquel s'oppose le parti de Marchais. D'autres points vont bien entendu être en discussion : ainsi le résultat, très mauvais, des élections partielles.

non plus absente de la discussion. Elle avait déjà fait l'objet d'une bonne place dans le rapport de Poperen au dernier comité central, le 21 juin dernier. Cette fois-ci, la contestation interne sera très certainement discutée sous l'angle de la préparation du 23^e Congrès, qui doit se tenir dans quelques mois. A ce sujet, il faut noter la déclaration qu'a faite Colpin dimanche à Oyonnax : « Nous, communistes, ne voulons pas être des opposants perpétuels à une entrée éventuelle au gouvernement (...) Nous sommes prêts à prendre éventuellement nos responsabilités. Encore faut-il que les conditions le permettent ».

A l'issue de la déconfiture du candidat PCF dans le Pas-de-Calais, Fiterman faisait le 5 septembre une sorte d'autocritique, en indiquant « qu'il aurait fallu prendre l'initiative d'une candidature unique de la gauche dès le premier tour ». Le fait que le PCF ait continué à présenter des candidats par la suite, avec l'échec que l'on sait, risque d'être un des sujets de discussion. La contestation interne ne sera pas

Sans vouloir tirer des plans sur la comète, cette déclaration prononcée à la veille du CC tranche sur l'habituelle prose du PCF dans la période.

Poussée socialiste

La poussée socialiste est importante. Elle est supérieure à 10 % par rapport à mars dernier dans les 3 cas. Reste à s'interroger sur les motifs de cette spectaculaire progression. Il y a tout d'abord des explications courantes, qui pour n'être pas principales, n'en sont pas moins valables dans le Pas de Calais, par exemple, la « prime au sortant » a joué sans conteste. L'électorat traditionnellement de gauche a d'autre part voté « utile » dès le premier tour, estimant que le candidat socialiste était de toute façon plus apte à battre la droite que son homologue du PCF. Ces données n'expliquent cependant pas entièrement l'ampleur de la progression du PS. Tout porte à croire

qu'une partie de ceux qui, en mars dernier, avait voté à droite, a inversé leur vote en septembre. Deux explications à cela : d'une part le fait que les partielles n'ont pas le même enjeu que les élections de mars, et d'autre part, le fait que le PS apparaît à ces gens-là plus crédible quand il n'est pas lié au PCF par un quelconque programme. Cette dernière donnée risque fort de jouer un rôle important dans la définition de la nouvelle stratégie du PS : ceux qui contestent la politique d'union de la gauche — les rocardiens notamment — y verraient un argument de poids à l'appui de leur thèse.

Elections du 14^e arrondissement de Paris

Voici les résultats définitifs du premier tour dans le 14^e arrondissement de Paris :

Inscrits : 38 344 ; Exprimés : 20 434 (abstentions : 46,22 %)

De la Malène, RPR : 8 011 (39,20 %)
Edwige Avice, PS : 6 747 (33,01 %)
Roïande Perlican, PCF : 3 950 (19,33 %)
Fabre-Luce, écologiste : 614 (3 %)
PSU : 153 (0,74 %)
Fascistes : FN 227 (1,09 %), PFN 44 (0,2 %) et
Légitime Défense 138 (0,67 %)
RUC, droite : 73 (0,33 %)
Radical indépendant : 153 (0,74 %)
Exclu MRG : 66 (0,32 %)
LCR : 107 (0,52 %)
Dupont, dit Mouna : 151 (0,73 %)

Deux candidats n'avaient pas déposé de bulletins, un divers gauche, et un « écologiste » sous-marin du PCF.



● Si vous voulez envoyer une carte postale sur Paris, il est à craindre que vous ne deviez vous rabattre sur la traditionnelle Tour Eiffel. La carte ci-dessus a en effet été retirée de la vente sitôt parue. On ignore d'où vient la décision. Qui déplorera que la population soit ainsi arbitrairement privée de l'apparition nimbée de soleil d'un Chirac président aux destinées de la capitale, tel Dieu le Père, la tête dans les nuages ?

● Rencontre PCF-travailleurs norvégiens

Une délégation du parti travailliste norvégien a été reçue par Marchais et d'autres dirigeants du PCF. La délégation effectue un travail d'étude sur l'« euro-communisme ». Les travailleurs norvégiens devaient également rencontrer les dirigeants du PS.

● La LCR prépare son congrès

La LCR annonce son congrès pour le mois de décembre de cette année. Lors de la réunion de son Comité central, un nouveau Bureau politique a été élu, les anciennes tendances ne correspondant plus aux nouvelles. Selon Rouge de lundi, des militants « regroupés dans des tendances différentes de l'ancienne majorité, les tendances D et E de l'ancienne principale majorité, la tendance A, au moment du précédent congrès (...) se sont mis d'accord sur une analyse et une orientation pour la période à venir ».

LE GOUVERNEMENT NE S'ESTIME PAS TENU PAR UN VOTE A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

Au cours de sa session de juin, l'Assemblée parlementaire européenne avait approuvé un rapport sur «la coopération européenne en matière d'approvisionnement en armement.» Deux députés RPR, Michel Debré et Pierre-Charles Krieg, se sont élevés contre l'intervention de l'Assemblée européenne dans des affaires de défense, qui, aux termes du traité de Rome, sont du strict ressort des États.

Le ministre des Affaires étrangères, de Guiringaud, leur a répondu en soulignant que la résolution votée par l'Assemblée européenne «se situe à la fois hors des compétences de l'Assemblée des communautés européennes et hors du champ d'appli-

tion des traités (...) S'agissant du texte de la résolution, le gouvernement précise qu'il est bien entendu nul et de nul effet.»

Debré posait également la question des «garanties (qui) doivent être prises quant à l'ordre du jour de la future assemblée élue au suffrage universel.» Le ministre tente d'apaiser ses craintes, en faisant remarquer que «la situation présente est celle d'une assemblée dotée de pouvoirs consultatifs, mais maîtresse de son ordre du jour (...) Aucune différence de nature juridique entre l'Assemblée actuelle et la future assemblée élue au suffrage universel ne résulte du changement du mode de désignation des représentants à cette assemblée.»

MENACE D'EXTRADITION CONTRE UNE JEUNE POLONAISE RÉFUGIÉE EN FRANCE

Une jeune femme polonaise, âgée de 24 ans, risque d'être extradée dans son pays natal, d'où elle s'est enfuie l'année dernière.

Jandwija Jan travaillait jusqu'à l'an dernier dans un service administratif de la police polonaise. Elle affirme qu'après sa démission du PC, les tracasseries et les persécutions furent tels, qu'elle a décidé de s'expatrier. Pour pouvoir se payer un faux passeport et ainsi fuir la Pologne, elle détourna un chèque d'une valeur de 10 000 F. Depuis elle est passée en France,

et s'est fixée en Lorraine, où elle s'est mariée.

Récemment, le gouvernement polonais a fait parvenir sa demande d'extradition, en arguant que les faits reprochés à Jandwija sont de droit commun. La police française a arrêté la jeune polonaise le 11 septembre, et elle est toujours détenue à Nancy. La chambre d'accusation de Nancy vient de donner un avis favorable à l'extradition «puisque'elle répond à un délit de droit commun». C'est Peyrefitte qui devra finalement trancher.

Deux formules d'abonnement couplé :

Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois 150 F
6 mois 300 F
Incluant réception du Tome V des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

Front Rouge - Prolétariat

6 mois 50 F
Soit deux numéros de Prolétariat et deux numéros de Front Rouge

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

MAINTENANT : PLUS TARD

Le projet d'un nouveau journal, lancé par l'ancienne équipe de Politique-Hebdo a quelques difficultés à démarrer. La souscription étant insuffisante, la parution de la revue, programmée pour le mois d'octobre, est repoussée à début mars.

En juin dernier, l'équipe de Politique Hebdo décidait de suspendre la parution de la revue et de se consacrer au lancement d'une revue d'une nouvelle conception, qui prendrait le nom de Maintenant. Il s'agissait, pour les fondateurs, de rassembler dans une même équipe «les communistes qui n'admettent plus la politique du

fait accompli, les socialistes qui ne désespèrent pas d'une démarche unitaire, les autogestionnaires qui se réclament d'une gauche différente, les sans-parti et qui ont des raisons de l'être, les écologistes qui ne s'enlisent pas dans l'apolitisme, les féministes qui poursuivent leur longue marche, les militants d'extrême-gauche qui n'écrivent pas leurs mémoires.»

Dans l'opération, des militants du PS, par exemple Nicole Questiaux, de la tendance mitterrandiste, Régis Debray et pour le CERES, Didier Motchane : des oppositionnels du PCF, dont Freimontier et Elleinstein, des gens du PSU, dont Claude Bourdet, et le soutien de la LCR.

Dès l'entrée, le projet de la revue était assez ambigu : il semblait, pour certains de ses fondateurs, que cette revue devait servir de base au regroupement d'un nouveau pôle politique, visant à recomposer la gauche après sa défaite aux élections. Ce qui n'était déjà pas l'opinion des trotskystes, qui voyaient davantage une occasion de défendre leur propre point de vue.

Les difficultés de lancement sont dues à l'échec de la souscription : sur 15 000 actions de 300 F qui seraient nécessaires, les fondateurs annoncent que 4 000 seulement ont été souscrites à ce jour. Les souscripteurs seraient, pour 40 %, des anciens

abonnés de Politique-Hebdo ; les nouveaux étant, pour l'essentiel, des militants des partis de gauche.

Les auteurs du projet supposaient qu'une entreprise intéressante la gauche et une partie de l'extrême-gauche serait à même de rassembler un courant assez large pour définir la souscription. En fait, les contradictions politiques au sein du collectif de rédaction ne sont sans doute pas pour rien dans le résultat de la souscription, quoiqu'on s'en défende au siège de la revue.

La LCR n'est pas très chaude, et on apprend que Frémontier s'isole en province pour une durée indéterminée.

Toulon

BARRE ASSIÉGÉ PAR LES MANIFESTANTS

Lundi après-midi, les journées parlementaires de l'UDF ont connu une animation dont les organisateurs se seraient bien passés. Les travailleurs des chantiers navals ont manifesté en nombre, bloquant les accès à la colline d'Ollioules, où se déroulaient les bavardages de l'UDF. Des centaines de CRS et de gendarmes mobiles, en tenue de combat, avaient été mobilisés à cette occasion pour protéger la cinquantaine de parlementaires présents.

Barre a eu la prudence de venir en hélicoptère. A son habitude, dès son arrivée, il s'en est pris aux manifestants déclarant : «Le folklore ne résout pas les problèmes. Ce n'est pas ce genre de manifestations qui va changer la politique du gouvernement pour résoudre les problèmes qui se posent dans cette région.»

Lecanuët, qui avait eu la mauvaise idée de venir en voiture, a vu sa CX 2.200 quelque peu bousculée. Vers 10 h 30, il s'est trouvé coincé dans la foule des manifestants qui, le reconnaissant, ont fait voler en éclat le pare-brise.



Les manifestants ont fait un sort à la voiture de Lecanuët.

Dans les rues de Toulon, la manifestation a continué l'après-midi, bloquant tout le centre de la ville. Vers 18 h, elle s'est grossie des travailleurs de l'Arsenal et des chantiers navals.

Barre avait déclaré le matin : «Nous en sommes malheureusement au moment où les effets positifs de la politique gouvernementale ne semblent pas évidents. Il ne faut plus se contenter d'expliquer. Il faut convaincre.» Il n'y est pas parvenu.

Barre a notamment déclaré : «En ce qui concerne l'action gouvernementale, je ne la laisserai ni entamer ni dévier. Rogne verbale, contestations par les adverbos, coups de semonce des élections partielles, chaussetrappes, guérilla, embuscades ne m'impressionnent pas maintenant plus qu'ils ne m'ont impressionné naguère. Ceux qui voient dans mon attitude une obstination mêlée de suffisance se trompent totalement. C'est l'avenir de la France et des Français qui est en jeu. Il se fait tard. Le temps ne travaille pas pour nous.»

Chinaud a d'autre part lancé un appel au RPR, qu'il déclare notamment : «La majorité ne doit pas devenir une instance privilégiée pour l'intrigue». Et d'appeler ses frères ennemis à «une collaboration quotidienne plus effective».

BUDGET MILITAIRE + 14 %

Le ministre de la Défense Yvon Bourges a présenté lundi le projet de budget militaire. Les dépenses sont en augmentation de 14 %. Cette croissance est plus forte, a souligné le ministre, que celle des budgets des autres ministères (+ 10,78 %).

Le budget s'élève pour 1979 à 92 240 milliards de F, dont 43 766 milliards pour les dépenses de fonctionnement et 33 345 milliards pour les dépenses d'équipement.

1 000 emplois vont être créés dans la gendarmerie, dont 150 emplois féminins. Les femmes embauchées seront affectées à des tâ-

ches administratives, pour permettre de détacher des gendarmes jusque là affectés à ces tâches.

Les crédits alloués au domaine des études et recherches progressent de 24,59 % en crédits de paiement et de 30 % en autorisations de programme.

Le budget prévoit le développement des armements classiques : missiles anti-chars, anti-aériens, mise en service du nouveau fusil automatique : dans la marine, outre la force océanique stratégique, une priorité sera donnée à la construction de bâtiments de surface modernes. On poursuivra l'effort de mo-

dernisation de l'avion de combat Mirage F 1, et le renouvellement des

moyens logistiques de transport de troupes par la commande de 7 Transall.

Un 6^e sous-marin nucléaire pour la France

Il est désormais acquis que la marine nationale touchera dans les années à venir un sixième sous-marin nucléaire. Giscard a en effet donné son accord pour que débute la construction. A cet effet, 230 millions de francs ont été débloqués sur le budget de la Défense pour 1979. Le nouveau sous-marin sera équipé du nouveau missile nucléaire M 4, ainsi que de nouveaux systèmes électroniques. Globalement, il sera d'un modèle intermédiaire entre les sous-marins nucléaires actuels (dont le premier, *Le Redoutable*, a été lancé en 1969) et une nouvelle génération à venir.

Du 19 au 26 novembre
le PCF fait campagne pour les droits des immigrés

TENTATIVE POUR S'IMPOSER

En pleine période des procès engagés par la Sonacotra contre les résidents des foyers en grève, voilà que le PCF appelle à une « semaine de lutte pour les droits des immigrés ». Cette initiative a été annoncée au cours d'un repas offert par le PCF aux travailleurs immigrés et à leurs familles, par Roland Leroy lui-même, et un très long article de *l'Humanité* y est consacré ce lundi.

Le handicap du PCF est tel qu'il lui faut bien tout

un « cérémonial » pour annoncer qu'il organisera une semaine d'action pour le droit des immigrés du 19 au 26 novembre.

Le PCF se serait-il mis à soutenir tout d'un coup une lutte, celle des foyers Sonacotra, sur laquelle il n'a cessé de cracher depuis des années ?

Pas du tout. S'il est question de cette lutte, c'est sous un aspect bien particulier : « Roland Leroy salue la lutte victorieuse

qui a permis à Moussa Konaté et à ses camarades de revenir en France, dont ils étaient injustement expulsés ». Rappelons à l'occasion qu'après les 18 expulsions de 1976, le PCF avait précisément mené une campagne uniquement pour le retour de Moussa Konaté, membre du PCF, et qu'il ne s'était pas le moins du monde inquiété des autres expulsés. Aujourd'hui encore, c'est toujours ses intérêts de parti qu'il recherche, dans son pseudo soutien à certaines luttes des travailleurs immigrés. N'a-t-on pas vu, dans *l'Humanité* d'il y a quelques jours, une étrange photo, avec une légende plus curieuse encore : « des travailleurs immigrés venus de treize foyers du département des Yvelines ont manifesté hier devant le tribunal de Versailles pour protester contre la comparution en justice de quatre de leurs camarades qui participent comme eux à la grève des foyers. François Hilsum, secrétaire de la fédération du PCF, et

des élus communistes du département étaient à leurs côtés ». Manque de chance, ce qu'on voit surtout dans cette photo, c'est une grande banderole affirmant : « Français Immigrés, même combat, vive le comité de coordination ! ». Quand on pense aux calamités déversées par le PCF sur le Comité de coordination, cela fait sourire.

D'autant que dans l'écrasante majorité des foyers en lutte, le PCF est rejeté comme briseur de grève, comme celui qui dès le début a tout fait pour des négociations foyer par foyer... Un exemple de ce rejet massif par les travailleurs immigrés, c'est le meeting convoqué cet été à Thionville par le PCF, meeting où il s'est retrouvé tout seul.

La semaine d'action sera de même acabit : quelques délégations à droite à gauche, pour développer les théories du PCF sur le contrôle de l'immigration, et c'est tout.

Sonacotra : les procès de cette semaine

Chilly Mazarin et Sainte-Geneviève des Bois (91) : Décision le mardi 26 septembre.

Nanterre Maison (Primevères) : Procès reporté au 26 septembre, 14 h, devant le tribunal de Puteaux (92).

Saint-Maur : Mardi 26, 8 h 30, au tribunal d'Instance (angle rue Diderot/rue Gambetta, près de la mairie).

Argenteuil (Butte Blanche, avenue du Parc) : Procès reporté au mercredi 27, devant le tribunal de Sannois (95).

Villejuif : Procès reporté au 27 septembre, devant le tribunal d'Instance de Villejuif (94), à 15 h 30 (mairie de Villejuif).

Thionville : Procès mercredi 27.

Cormeilles en Parisis : Décision le vendredi 29, devant le tribunal d'Instance de Sannois (95).

L'UD-CFDT des syndicats du Val de Marne « appelle l'ensemble des travailleurs du département à manifester contre les nouveaux procès qui s'ouvrent contre les résidents Sonacotra » et leur demande de « venir soutenir massivement les résidents en lutte lors des procès scandaleux qui leur sont intentés. »

Rectificatif

Dans notre article en page 5 sur le rassemblement des foyers de travailleurs immigrés qui s'est tenu en Lorraine, une malencontreuse coquille a entaché l'encadré « Une combativité sans faille ». Dans le mot d'ordre en fin d'article il fallait lire : « SO, SO, SO, Sonacotra cèdera ! »

● Dimanche 24, un peu plus de 400 personnes se sont retrouvées autour de la ferme de Jean et Annick Cadiot, à Saint-Mars-la-Jaille, au lieu-dit le Bourdonnais, à 50 km de Nantes : journée de soutien à la grève de la faim que cet agriculteur a commencée depuis jeudi dernier, devant l'agence locale du Crédit agricole (voir *Le Quotidien du Peuple* du 21/09). Mais aussi journée de condamnation du Crédit agricole mutuel qui, par sa toute puissance, décide du sort des petits et moyens paysans.

Après la visite collective de la ferme, les différentes interventions ont souligné que cette grève de la faim est bien plus que le moyen utilisé par un paysan pour obtenir des emprunts dont l'exploitation a absolument besoin pour se financer. L'élevage de génisse nécessite en effet une masse importante de capitaux pour le démarrage de chaque bande, sans parler des bâtiments, des aliments, des soins, etc... Mais c'est avant tout une lutte pour le droit au travail, une lutte pour une rémunération juste du travail des éleveurs, sans cesse remise en cause par les nouveaux maîtres de l'agriculture d'aujourd'hui.

C'est aussi la résistance d'un agriculteur à une répression d'un nouveau genre que lui fait subir la troisième banque mondiale. Aujourd'hui, les agriculteurs, dans leur majorité, ont des dettes au Crédit Agricole, seul organisme de financement en agriculture. Le développement du capitalisme à la campagne amène les petits et moyens agriculteurs à se

lancer, pour se maintenir à la terre, dans une course aux emprunts, le remboursement conduisant à agrandir toujours plus le cheptel et le matériel, à travailler toujours plus pour un revenu toujours plus faible, pour des conditions de vie toujours plus précaires. Mais par sa toute puissance, l'obligation de passer par lui pour se financer, les illusions sur son caractère « mutuel » et aussi à cause de la « honte » de l'échec économique développées par le Crédit lui-même, les oppositions sur cet aspect de l'agriculture d'aujourd'hui sont limitées, étouffées. En effet, combien de désespoirs cachés, de suicides, dont le seul responsable est le Crédit Agricole ? Aussi, c'est bien parce que Jean Cadiot, militant syndical bien connu (Paysan Travailleur), a osé dire tout haut ce que beaucoup taisent, que le Crédit a refusé les emprunts nécessaires à son exploitation, par ailleurs tout à fait rentable. Ce paysan, en effet, en refusant la course au cumul, en séparant son ex-

ploitation pour permettre l'installation d'un jeune, par son recours à une autre banque pour financer l'agrandissement nécessaire de son habitation, par sa détermination à obtenir le financement de ses génisses, et par son activité syndicale efficace (affaire Pellerin, lutte contre la Cane, coopérative d'Ancenis) s'est fait plus d'un ennemi chez les nouveaux « saigneurs », au Crédit, dans les firmes, et chez les gros propriétaires. C'est ce que racontait la pièce de marioquettes montée par les paysans eux-mêmes, et qui a été jouée devant l'agence locale du Crédit dimanche.

Aussi, la lutte que Jean Cadiot a engagée par sa grève de la faim doit-elle devenir le support aux explications, aux actions que vont mener les paysans endettés, avec le syndicat Paysan Travailleur, contre le Crédit. Il est donc très important que la famille Cadiot obtienne le financement nécessaire à son exploitation. Pour ce faire, il est capital de développer



Plus de 400 personnes se sont retrouvées près de la ferme de Jean Cadiot

au plus vite, toutes les formes de soutien et de popularisation que mérite une telle lutte. C'est tout cela que sont venus affirmer les paysans de la région, dimanche dernier. C'est cette détermination qui va faire que l'opposition au Crédit agricole et

que l'oppression qu'il fait subir aux petits paysans et aux paysans endettés, vont apparaître au grand jour.

Soutenons par tous les moyens Jean Cadiot ! Soutenons la lutte des petits et moyens paysans

contre le Crédit. Envoyons de nombreux témoignages de soutien et de sympathie à Jean Cadiot (télégrammes, argent), à l'adresse suivante : Jean Cadiot, le Bourdonnais, 44 Saint Mars La Jaille.

Correspondant

● Grève à la SNCF à partir du 1^{er} octobre

Les syndicats CFDT et CGT des cheminots ont déposé un préavis de grève nationale du 1^{er} octobre zéro heure au 4 octobre 6 h. Pour l'instant, ce préavis concerne les agents de conduite et les contrôleurs, mais de nouvelles réunions ont lieu cette semaine, et il est probable que l'action s'étendra aux agents de service des gares, et aux agents de la voie, qui ont d'ores et déjà prévu une manifestation nationale pour le 20 octobre. Pour l'heure, le mouvement touche donc les agents de conduite et les contrôleurs. Les revendications sont de trois ordres : les conditions de travail, la création d'emplois et les salaires. Pour ce qui est des conditions de travail, une nouvelle réglementation doit être discutée le 12 octobre. Par ailleurs, au 1^{er} octobre, comme chaque année, sont mis en place les nouveaux roulements, et c'est traditionnellement une période où la direction SNCF cherche à rationaliser encore plus, et aggrave les conditions de travail. Pour ce qui est de l'emploi, les syndicats demandent l'arrêt du démantèlement, préconisé par le rapport Guillaumat présenté cet été, et qui prévoit la suppression des trois quarts des gares, de milliers de kilomètres de rail, et dans la foulée, des milliers d'emplois en moins. Pour les salaires, les syndicats refusent le cadre de l'accord signé très minoritairement cet été et qui fixe le salaire d'embauche à 2 200 F.

● Elastelle : premier recul sur les licenciements

Un premier recul a été obtenu chez Elastelle, au Puy, puisque le nombre de licenciements a nettement diminué et qu'aucun ouvrier ne sera licencié. Le directeur a tout de même joué habilement, puisqu'il a concentré ses coups sur les ETAM, créant ainsi une division certaine. Sur les cinq délégués ETAM, quatre se retrouvent à la porte. Il avait ainsi présenté les choses : soit vous acceptez les licenciements (17 ETAM, 7 cadres, 9 pré-retraites et 7 « volontaires »), soit je dépose le bilan. Devant cet ultimatum, FO s'est retiré de la lutte. Mais la menace de fermeture n'est pas complètement effacée, quand on considère le type d'emplois qu'il a supprimés, comme la comptabilité analytique.

Usinor-Dunkerque

● Pour la 5^e équipe ● Contre l'augmentation de la productivité

LES HAUTS FOURNISTES EN GREVE DANS LA NUIT DE LUNDI A MARDI

● Parallèlement au mouvement de grève de la sidérurgie lundi, les travailleurs des hauts-fourneaux de l'équipe de nuit d'Usinor Dunkerque, sont partis en grève dans la nuit de lundi à mardi pour des revendications urgentes qui ne datent pas d'aujourd'hui : salaire, cinquième équipe, contre l'augmentation de la charge de travail. Le mouvement a

été suspendu dans la matinée de mardi, suite au grave accident qui a failli se produire, dû à la tentative par la maîtrise, pour faire briser la grève, de faire tourner deux hauts-fourneaux dans des conditions de sécurité déplorables. Mais la volonté de lutte reste grande.

A l'origine du mouvement de grève de l'équipe de nuit des hauts-fourneaux d'Usinor Dunkerque, dans la nuit de lundi à mardi, se trouvent plusieurs menaces précises contre les travailleurs :

1) La direction, depuis quelque temps, laisse couvrir le bruit que 9 demi équipes seraient bientôt mises en place : ce système qui se situe à «michemin» de la cinquième équipe a pour conséquence en fait, de briser beaucoup plus souvent le rythme de travail et de vie sur une période donnée.

2) Dans tous les secteurs de l'usine, se met en place en ce moment une réorganisation du travail : aux hauts-fourneaux, aux aciéries et dans d'autres secteurs et dans d'autres secteurs. Cette réorganisation a pour objectif d'augmenter la production, avec en outre moins de travailleurs, d'où une augmentation importante de la charge de travail pour chaque ouvrier et des risques d'accident plus grands.

3) Des rumeurs de plus en plus persistantes de licenciements courent depuis quelques mois.

4) A ces problèmes, s'ajoutent pour les travail-

leurs, deux revendications portant sur les salaires et une véritable cinquième équipe, exigences anciennes qui avaient été discutées avant les vacances, dans des réunions d'information convoquées par le syndicat CFDT de l'usine.

L'ensemble des revendications ci-dessus non satisfaites ajoutées aux menaces nombreuses sur l'emploi et les conditions de travail amenait vendredi après-midi chez les travailleurs des hauts-fourneaux, cette exigence : «Il faut partir !», exigence suspendue à la décision de l'équipe de nuit.

À partir de là, des militants syndicaux faisaient le tour des différents secteurs où la volonté de partir en grève se confirmait. La direction, dans l'après-midi de lundi tenta alors de prendre les devants et de briser d'emblée cette volonté de lutte : elle publiait un tract où elle expliquait les différentes «raisons» pour lesquelles il ne fallait pas faire grève ! Parmi les «raisons» qui s'opposaient selon elle à la grève : mettre en place la 5^e équipe revient à conduire la sidérurgie française à la ruine, etc.

Les chefs passaient alors derrière la direction, en tentant de «raisonner» les travailleurs, un par un.

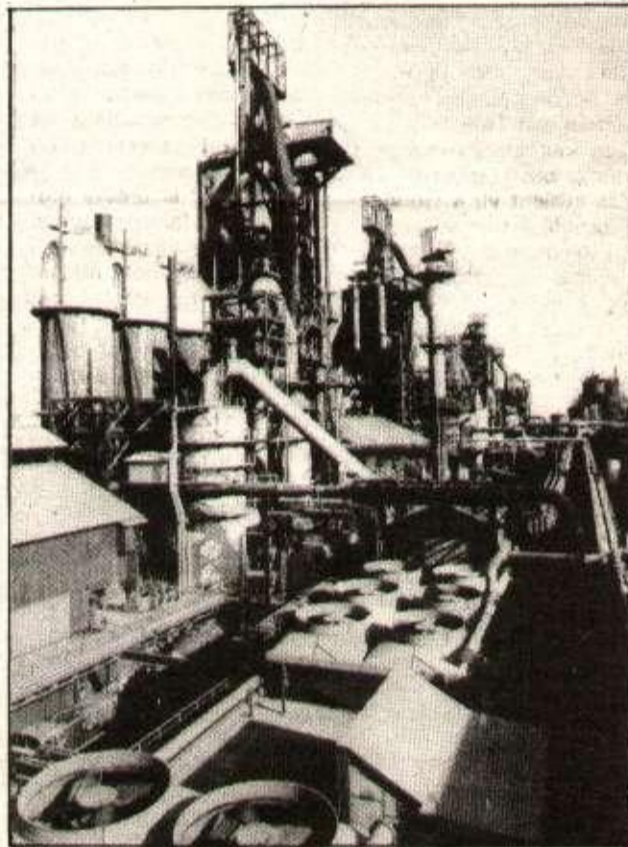
Les travailleurs expliquaient dès lors qu'ils se mettraient en grève mardi matin si l'équipe de nuit démarrait et si donc les hauts-fourneaux étaient arrêtés. Les travailleurs précisèrent que si un seul haut fourneau tournait, sous la direction de la maîtrise, ils se mettraient en grève également. Les travailleurs estiment en effet que la maîtrise n'est pas capable de faire tourner un haut fourneau plus de 8 heures.

Le syndicat CFDT a distribué un tract faisant connaître la volonté de lutte des hauts fourneaux, et un second appelant à l'unité syndicale dans l'ensemble de la sidérurgie, à Usinor Dunkerque Sollac...

À la prise du travail, lundi soir, l'équipe de nuit des hauts fourneaux partait en grève massivement : 90 % des travailleurs arrêtaient tout travail : seuls 5 ouvriers prenaient leur poste. La maîtrise distribuait alors des bons de sécurité entraînant pour les travailleurs l'interdiction de faire grève ! Beaucoup de ces bons

seront mis dans les poches. La maîtrise arrivera tout de même à faire tourner deux haut fourneaux sur trois. Mais dans des conditions de sécurité désastreuses. Conséquence : un très grave accident faillit se produire au haut fourneau N° 2. Ce fait ajouté au fait que deux hauts fourneaux avaient réussi à tourner, semble avoir entraîné un certain désarroi chez les travailleurs de l'équipe du matin. La grève a donc été suspendue. Mais tout n'est pas «rentré dans l'ordre» loin de là. La volonté de lutte, importante ne se dément pas, non seulement dans le secteur des hauts fourneaux mais aussi dans d'autres secteurs, qui ont les yeux tournés sur l'équipe de nuit des hauts fourneaux.

Cette grande volonté de lutte, ne plait pas à tout le monde. La direction du syndicat CGT, notamment, vient de déclarer dans un tract : «La CGT est résolue pour l'unité d'action avec la CFDT, mais si possible avec FO et la CGC. Cette unité est indispensable pour la réussite de la grève. A propos de la grève aux hauts fourneaux nous sommes d'accord. Mais



cette grève aurait pu être organisée par la CGT et la CFDT... Le mouvement de grève est une arme qu'il faut manier avec sérieux pour être efficace».

La direction du syndicat CGT est pour le moins de mauvaise foi quand elle parle de vouloir la lutte.

La CFDT a prévenu la CGT de toutes les réunions d'information qu'elle a mis sur pied, lui a proposé d'y participer, concrétisant par ces propositions, la volon-

té d'unité d'action sur des bases de lutte des travailleurs.

La CGT est d'autant plus de mauvaise foi quand elle dit se refuser à soutenir une «lutte minoritaire décidée sans consultations de l'ensemble du personnel concerné de l'atelier».

Elle semble oublier que 90 % des ouvriers sont partis en grève cette nuit !

Richard FEUILLET

Terrin Marseille

LES ACCORDS A LA SAM ET SUD MARINE : BEAUCOUP D'INCERTITUDES

● Après leurs camarades de Sud Marine, en fin de semaine dernière, les travailleurs de la SAM (Société des ateliers méditerranéens) spécialisée dans la construction mécanique, ont finalement lundi matin, voté le principe de la reprise du travail pour mardi matin, mais sous certaines conditions.

C'est finalement la majorité des 1 200 travailleurs du secteur industriel de Terrin qui a vendredi (Sud Marine) et lundi (SAM) voté le principe d'une reprise du travail pour mardi matin.

On sait que les travailleurs des deux sociétés à l'annonce de la mise en location gérance de leurs locaux de travail au profit de l'IMREP (Société de recherches pétrolières) avaient refusé dans un premier temps de reprendre le travail, occupant au contraire leurs ateliers.

Et pour cause : il y a quelques jours encore, le groupe IMREP ne s'engageait nullement à assurer l'emploi et le maintien de leur statut. Marion, le PDG du groupe, parlait même en fin de semaine dernière,

à propos de la location gérance, de «fiançailles» plutôt que de «mariage». Ce qui est tout dire.

Quelle est la nouvelle situation qui a amené les votes que l'on sait ? L'IMREP, par la plume de son PDG vient d'effectuer des reculs, en ce qui concerne Sud Marine et la Sam. Pour Sud Marine, le PDG s'est engagé à reprendre dans leur totalité les travailleurs qui conservent en outre leur ancienneté et leur statut. Le nouveau patron s'engage aussi à maintenir comme activité numéro 1 le département Diesel (fabrication de ces moteurs) de la Société.

L'accord concernant la SAM, non encore connu, serait du même type.

Les travailleurs de la Sam et de Sud Marine obtiennent donc satisfac-

tion pour les quelques mois que durera la location gérance. Par la suite, également précise le PDG d'IMREP. Qu'est-ce qui oblige l'IMREP à assurer l'emploi ne serait-ce que plus d'un mois après la fin de la location gérance ? Rien : des «difficultés économiques» ou autres «non prévues» peuvent surgir. Pour combien de temps n'entendra-t-on pas parler de licenciements ?

Outre que ces points restent pour le moins flous plusieurs choses ne sont pas faites pour rassurer :

1. L'IMREP, est loin d'être intéressé —les négociations laborieuses durant plusieurs jours le prouvent— par l'ensemble des filiales de la SAM, (chaudronnerie, fonderie, mécanique, pétro chimie, isolation thermique, thermo nucléaire).

Elle ne s'en cachait d'ailleurs pas selon des syndicalistes il y a quelques jours, avant de conclure l'accord que l'on sait, qui lui permet de gagner du

temps. 555 travailleurs sont concernés.

2. Le préfet de région, il y a quelques jours, parlait «d'actions de formation débouchant sur des emplois réels». A qui s'adressent les actions de formation, sinon à des travailleurs licenciés ?

3. Defferre, il y a quelques jours, parlait lui, à propos du secteur industriel d'activités (SAM et Sud Marine) nouvelles «à créer pour assurer des emplois durables», ce qui laisse supposer que certains seront supprimés.

4. On est d'autant plus loin d'être rassuré quand on connaît les dernières décisions prises par l'IMREP dans la société UIE qu'elle contrôle, à Cherbourg. La section CGT de l'UIE, vient d'adresser aux travailleurs de Terrin, une lettre de mise en garde faisant état de licenciements à Sandouville, elle souligne ensuite que l'IMREP depuis quelques temps, multiplie le travail

en sous traitance et le travail intérimaire.

La vigilance de la part des travailleurs s'impose donc. Mais plus grave est bien sûr la situation de division qu'instaure ces solutions séparées, dans les travailleurs du groupe Terrin. Ces solutions séparées ne rendent-elle pas plus faciles un démantèlement de fait du groupe ?

Les travailleurs de la SAM et de Sud Marine en sont bien conscients qui ont assorti en assemblée générale leur reprise du travail d'une condition : celle d'une solution globale et sûre pour l'ensemble des travailleurs de Terrin.

Mais ne pas reprendre le travail pour les travailleurs de Sud Marine et de la SAM alors qu'ils sont soumis au chantage à la fermeture depuis plusieurs jours, nécessite bien sûr, que des perspectives d'actions regroupant l'ensemble des travailleurs de la Navale, leur soit offerte.

Ce qui n'étaient encore pas le cas lundi : des propos durs tenus à la fin de la semaine dernière par la direction du syndicat CGT, à ceux tenus lundi, il y a pour le moins un «assouplissement» : «Nous ne sommes pas prêts à accepter un ultimatum. Nous voulons que les secteurs industrie et réparation navale reprennent leur activité globalement...» déclarait la direction CGT la semaine dernière. Lundi, transormant cette déclaration, reflétant sans conteste la volonté de lutte des travailleurs, elle n'exigeait plus qu'un «calendrier» de négociations comme condition à la reprise du travail à la SAM et à Sud Marine. En n'offrant parallèlement aucune perspective de lutte pour la semaine à venir aux travailleurs qui notamment à la SAM et Sud Marine, sont soumis à l'ultimatum «reprenez le travail ou c'est la fermeture».

R. F

LES RAIDS DES RACISTES DE RHODESIE

Mirage et Allouette
contre les réfugiés du Zimbabwe

La précédente série de raids des racistes de Rhodesie a eu lieu le 30 juillet contre des camps de réfugiés du Zimbabwe près de Chimoio et à Tete.

Les journalistes mozambicains ont rapporté ce qu'ils avaient vu à Goudola, localité à une vingtaine de kilomètres de Chimoio. Le camp de réfugiés est situé à 4 ou 5 kilomètres de la localité. Les Rhodésiens ont bombardé avec précision le camp lui-même avec deux Mirage. Ils ont détruit tous les bâtiments d'habitation et plusieurs écoles, faisant quatorze morts et cent dix blessés sur le millier de jeunes réfugiés du Zimbabwe qui se trouvaient dans le camp.

Les journalistes ont pu interroger les blessés à l'hôpital de Chimoio. Kuriraï Mabuno, jeune fille de dix-sept ans déclarait : «*Nous avons tous été pris par surprise. J'ai entendu des cris d'alerte, des appels. Puis, je ne me souviens de rien. Je me suis ensuite retrouvée blessée à l'hôpital*». Finix Halfen, 22 ans, raconte que les avions ont duré un quart d'heure. Le directeur de l'hôpital de Chimoio avait immédiatement lancé un appel à la population mozambicaine de la

région pour qu'elle donne son sang pour les victimes du bombardement. La population de Chimoio a répondu très rapidement et l'hôpital disposait dans les heures qui suivaient du sang nécessaire.

Alors que la presse mozambicaine faisait mention du bombardement du Gondola par des Mirage (d'origine française) l'Ambassade de France, pour tant coutumière du fait, n'a pas publié de démen-

tis. Est-ce par la filière sud-africaine que des avions de Dassault sont aujourd'hui aux mains des racistes de Rhodesie ?

Le même jour, le gouvernement de Salisbury lançait un raid contre la province de Tete. Il s'agissait cette fois d'hélicoptères Alouette. L'un d'entre eux était abattu avec ses occupants par une patrouille des forces populaires de libération du Mozambique.

Namibie : les décisions de l'Afrique du Sud condamnées

Les décisions du gouvernement raciste de Prétoria consistant à organiser unilatéralement des élections en Namibie ont été vivement dénoncées par la SWAPO, organisation de lutte du peuple de Namibie. Un porte-parole de la SWAPO a souligné la responsabilité des puissances occidentales : «*Il est logique que l'Afrique du Sud ait pris cette décision après avoir reçu des garanties qu'il n'y avait pas de sanctions économiques contre elle... Nous savions que l'Afrique du Sud essaierait par tous les moyens de saboter les accords visant à l'accession pacifique du peuple namibien à l'indépendance. Cette décision unilatérale ne constitue pas une surprise pour la SWAPO.*»

Il a également affirmé qu'en aucun cas la Swapo ne participerait aux élections organisées par le régime raciste. D'autre part, Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a «regretté» la position de l'Afrique du Sud.

LE CONGRES DU FRONT POLISARIO DEMANDE A LA MAURITANIE D'EVACUER LE SUD DU SAHARA OCCIDENTAL

Le quatrième Congrès du Front Polisario se tient près de Tindouf en zone libérée, 300 délégués vont débattre et se prononcer sur le programme et les orientations du mouvement, pendant deux jours les 25 et 26 septembre. Une des questions primordiales discutée à ce congrès réside dans la poursuite du cessez-le-feu observé par le Front Polisario à l'égard de la Mauritanie depuis le 12 juillet à la suite du renversement d'Ould Daddah. Parlant des dirigeants de Nouakchott, Mohamed Ould Salek, ministre de l'Information de la RASD a déclaré peu avant le Congrès : «*S'ils veulent vraiment la paix, ils doivent le prouver par des actes et dépasser le stade des déclarations vagues qui entretiennent la confusion et l'équivoque.*»

Allant dans le même sens, Mohamed Lamine, premier ministre de la RASD a déclaré pour sa part que le Congrès du Front Polisario réitérera sans doute à la Mauritanie sa volonté de paix mais que la décision finale appartient au peuple sahraoui.

Après les démarches d'Houphouët-Boigny qui s'est entretenu avec les

différents pays de la région à l'exception des Sahraouis et à la suite de la récente visite du président mauritanien au Maroc, qui semble marquer un recul de la Mauritanie, le ministre de l'Information de la RASD a fait une mise au point concernant toute négociation qui se ferait en dehors des Sahraouis : «*Il ne faudrait pas qu'on tente de régler le problème du Sahara Occidental en dehors du peuple sahraoui et de ses légitimes représentants. Notre représentati-*

té nous l'avons prouvée par les armes et sur le terrain. Rien ne peut se faire sans nous.»

Sur le front, les combats continuent au Nord du Sahara Occidental où d'après un communiqué publié mercredi dernier par le ministère de la Défense de la RASD : 3 colonnes marocaines ont été attaquées le 15 septembre dernier, 58 soldats marocains ont été tués et une soixantaine d'autres blessés. Un avion F 5 a été abattu et son pilote fait prisonnier.

Giscard-Gierek : déclaration commune

De la visite «privée» de Giscard en Pologne est ressorti un communiqué commun. Outre une déclaration sur l'élargissement des relations et de la «coopération économique», une partie du communiqué concerne les rapports internationaux et mentionne la question de la «détente». Giscard et Gierek soulignent «le grand intérêt que les deux pays attachent au renforcement ainsi qu'à l'approfondissement de la détente en Europe et dans le monde». Mais il mentionne aussi la nécessité de «la mise en œuvre pratique de tous les principes et décisions sur l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe». Cette dernière formulation, qui ne peut qu'être une allusion à la «libre circulation des hommes et des idées» ne sera sans doute pas du goût de Brejnev.

NICARAGUA :

le programme du Front Sandiniste de Libération Nationale (EXTRAITS)

● A Esteli et dans les autres villes du pays reprises par la Garde Nationale, la répression est d'une brutalité inouïe : exécutions massives de tous les hommes capables de porter les armes, massacres de paysans aux alentours d'Esteli, arrestations massives. Les habitants de quartiers populaires qui tentaient d'éteindre les incendies de leurs maisons ont été abattus. En bombardant massivement les villes insurgées, en utilisant le napalm, les troupes du dictateur sanglant ont provisoirement refait le terrain perdu ; mais rien n'est réglé au Nicaragua, et l'on ne peut parler d'écrasement. Un représentant du Front Sandiniste de passage à Paris

Nous continuons de présenter le programme du Front qui est en même temps un véritable acte d'accusation contre la dictature de Somoza. (extraits).

9 - Le prix de la vie ne montera pas à chaque instant. Le gouvernement sandiniste contrôlera le prix des articles de première nécessité : alimentation, vêtements, médicaments.

10 - Le transport : le Front dénonce les conditions dans lesquelles le peuple est transporté : passagers mélangés avec la marchandise, dans de vieux rafiot, vexations de toutes sortes dans les lignes de bus aux mains des militaires corrompus. Le contrôle du transport sera assuré par les usagers eux-mêmes.

11 - Le Front s'engage à amener l'eau potable et la lumière dans tous les endroits du pays.

12 - Le droit au logement : les foyers seront contrôlés, les bidonvilles, les taudis, les cabanes insalubres et peu sûres seront remplacées par des logements dignes pour tous. Les habitants des quartiers seront organisés et dirigeront tout ce qui concerne la vie du quartier.

13 - Le droit à la santé et au bien-être : le gouvernement sandiniste luttera avec les habitants des quartiers pour en finir avec les égoûts à ciel ouvert, les poubelles dans les rues, les flaques stagnantes, qui sont la cause de bien des maladies ; pour en finir avec la tuberculose et le paludisme. Aujourd'hui les

vendredi dernier a déclaré que le Front prévoyait «une lutte dure et longue» et «s'efforçait par tous les moyens d'éviter une intervention étrangère sous quelque forme que ce soit», qui ne pourrait que favoriser les secteurs libéraux de la bourgeoisie pour frustrer les classes populaires du pouvoir. C'est pourquoi la décision de l'OUÉ (Organisation des États-Américains) prise samedi dernier de s'abstenir de toute intervention directe dans les affaires du Nicaragua n'est pas, à proprement parler, un succès pour Somoza. Par ailleurs, l'impression qui prévaut est que le Front n'a pas jeté toutes ses forces dans cette bataille. H.V.

enfants meurent de la polio, de la bronchite et de dysenterie à cause de l'abandon ; il n'en sera plus ainsi.

Aujourd'hui les hôpitaux ressemblent à des marchés. Il faut en finir avec cela, construire des hôpitaux modernes, créer des brigades sanitaires qui circulent partout dans le pays.

14 - L'éducation pour tous : le Front luttera contre l'analphabétisme, l'éducation, y compris le secondaire sera gratuite et obligatoire pour tous.

15 - La Côte Atlantique sera intégrée au développement de notre pays.

16 - La défense des ressources naturelles : le Front prévoit la nationalisation des mines, de l'industrie du bois et la mise en place de coopératives

par exemple pour la pêche.

17 - Toutes les banques et entreprises financières passeront au service du développement du Nicaragua. Le Front luttera contre l'endettement.

18 - 19 - 20 - La disparition du crime organisé, de la délinquance de la torture et des assassinats politiques. Le Front Sandiniste dénonce le trafic de la drogue, des jeux, de la prostitution, de la traite des blanches, organisé par la dictature Somoza et l'existence de bandes de voleurs et des escadrons de la mort, protégés par la police. Tout cela sera balayé. Les responsables des crimes comparaitront devant la justice sandiniste.

21 - Les droits démocratiques : tout le monde aura le droit d'exprimer ses opinions et personne ne sera

persécuté pour ses idées. Le droit d'association sera assuré. Les exilés pourront rentrer.

23 - Des relations libres avec le monde entier : Le Nicaragua aura des relations avec tous les pays du monde, en accord avec l'intérêt du pays et nous allons en finir avec toute intervention étrangère. Le gouvernement sandiniste dénoncera tous les contrats et les conventions signés avant ou pendant le somozisme, qui soient contraires à notre indépendance, notre souveraineté, et notre dignité.

24 - Une armée démocratique populaire : le gouvernement sandiniste formera une nouvelle armée nationale qui défend véritablement les intérêts du Nicaragua, et du peuple.

PATRIA LIBRE O MORIR



«La Patrie libre ou la mort»

Déclarations d'Ernesto Cardenal prêtre-poète et militant sandiniste

«*Nous ne voulons pas faire du Nicaragua un second Cuba. Nous voulons seulement faire le Nicaragua pour la première fois.*»

«*Notre programme ne menace pas les États-Unis. Le gouvernement que nous proposons ne sera pas un gouvernement de guerilleros mais le représentants de toutes les forces qui ont lutté contre Somoza y seront présentes. Le Front Sandiniste n'a jamais voulu et ne veut pas gouverner seul.*»

● Lycée de Noisy-le-Sec (Seine St Denis)

L'occupation est décidée

Dans la journée de lundi, au cours d'une Assemblée générale réunissant professeurs et élèves, l'occupation a été décidée à partir de ce mardi matin. D'autre part, des représentants syndicaux de 22 lycées de la Seine-Saint-Denis se sont réunis pour envisager une action commune. Nous avons rendu compte dans notre édition d'hier de la situation au lycée de Noisy-le-Sec.

En plus de l'élimination scandaleuse des redoublants, d'autres mauvaises surprises attendaient professeurs et élèves. 16 classes comptent 35 élèves et plus, dont 6 terminales sur huit. Certes, le maximum légal (40) n'est pas dépassé mais jusqu'à présent, les «points noirs» étaient les terminales D à 34, ou encore il y a deux ans, une première D à 39. Cette année, elles sont devenues monnaie courante...

Les professeurs ont appris que faute de crédits, il n'y avait pas la moindre ramette de papier et qu'il en serait ainsi toute l'année.

Quatre postes d'agents de service ont été supprimés, avec pour conséquence un surcroît de travail pour ceux qui restent. Il est même prévu que faute de personnel, un étage ne sera pas balayé, pendant l'année ! Plus énorme encore : il n'y a pas d'argent pour laver les torchons et les blouses. Les agents ont donc été invités à... les laver par leurs propres moyens !

Roanne : 500 maîtres auxiliaires au chômage

Elargir la lutte pour la satisfaction des revendications

La situation prévisible à la rentrée s'est malheureusement confirmée pour les maîtres auxiliaires (MA) de l'Académie de Roanne ; près de 500 d'entre eux se retrouvent au chômage (notamment les remplaçants, les MA en surnombre devant faire les suppléances).

Pour ceux qui ont un poste, ils ont droit à une dégradation générale de leurs conditions de travail : postes éloignés, nomination sur des postes «in-complets», emplois dans d'autres disciplines que celle du MA,...

Les MA font ainsi les frais de la politique d'économie : le nombre de MA qui n'étaient pas classés l'an dernier se trouvent pourvus pour les des MA en surnombre. De plus, les MA dont l'ancienneté justifierait une titularisation, ou la possibilité de passer un concours à la fin de l'année 1978 - 79, sont soit laissés de côté, soit nommés sur des postes incomplets : l'académie limite ainsi les titularisations.

Face à cette situation,

poursuivant l'action démarrée en avril 1978, le secteur SGEN ne reste pas inactif, et tient des permanences, convoque des assemblées générales, intervient à la sous-préfecture de Roanne, et lors d'une inauguration d'un gymnase, l'inspecteur d'Académie est contraint de s'expliquer devant des MA en colère. (Dans ce cadre, une réunion intersyndicale est prévue jeudi). Mais l'action locale ne peut suffire, et les militants du SGEN sont de plus en plus écœurés par l'inertie de leur direction nationale, qui refuse notamment de convoquer une coordination nationale des commissions MA. D'autant qu'ils ne peuvent pas trop compter non plus sur la FEN, dont l'inertie va souvent de la base au sommet.

Pour eux, une nécessité se fait de plus en plus pressante : lutter à l'intérieur du SGEN pour imposer la prise en compte de leurs revendications et l'élargissement de leur lutte.

Correspondance

● «LES ASSISTANTS ET VACATAIRES NE SERONT PAS LES CANARDS BOITEUX DE L'UNIVERSITÉ»

Le SGEN-CFDT s'élève contre un récent décret gouvernemental «qui organise la précarité de l'emploi et prévoit un alourdissement considérable des charges de travail pour les assistants non titulaires de l'enseignement supérieur.»

Contre cette politique «de la caste des mandarins», le SGEN-CFDT appelle les enseignants du supérieur «à organiser deux journées de grève de l'actuelle session d'examen», à la grève intersyndicale du 28 et au rassemblement parisien du 29 septembre.

La loi de 1948 en pièces

LOYERS LIBERES TOTALEMENT EN 1979

● Le 8 septembre dernier, un décret en date du 22 août 1978, a été publié dans le *Journal officiel*. Il précise les conditions de confort exigées pour les baux «3 ter», «3 quinquies», «3 sexes» qui servent de tremplin pour les propriétaires voulant sortir leurs loyers de la réglementation de 1948 et rattraper le niveau du marché trois fois plus élevé.

La définition des normes prises en compte dans le décret du 22-août est nettement en retrait des minima retenus par l'INSEE ou même par les tribunaux à l'occasion des multiples procès opposant propriétaires et locataires bénéficiant de la loi de 1948 et qui représenterait selon un magistrat parisien près de 90 % des audiences de loyers.

Ainsi, les WC pourraient donner sur la cuisine, les plafonds être inférieurs à 2 m (!)...

Ce décret serait passé plus inaperçu si Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat au logement, ne venait

d'indiquer que les pouvoirs publics allaient étudier l'éventualité d'une libération des loyers des appartements dits de catégorie 2 B. Et cela alors qu'est annoncé dans le même temps une libération totale des loyers pour 1979.

Mais que représente la libération de 50 000 logements sur les 850 000 relevant encore de la loi de 1948 ?

N'y a-t-il pas là la preuve d'un mécanisme bien huilé qui, mis en place depuis plusieurs années, conduit à ce qu'aujourd'hui la part du logement dans les dépenses des foyers représente plus de 20 % de leurs revenus (contre 5 % dans l'indice INSEE). Et il ne s'agit là que d'un chiffre brut masquant les conditions inadmissibles de logement qui touchent plus d'un Français sur trois.

La loi de 1948 est le résultat de luttes importantes dans une situation d'après-guerre caractérisée par une forte crise du logement.

Par delà le fatras juridique, deux mesures jouent un rôle très important dans cette loi : — le droit au maintien



● Hier laissés à la dégradation par l'usure en attendant le départ des locataires.

● Aujourd'hui accélérer leur expulsion par la suppression du droit au maintien dans les lieux.

dans les lieux pour les locataires de bonne foi.

— la garantie d'un loyer très modéré, en fonction de critères multiples dont la surface corrigée par les éléments de confort, la situation de l'immeuble, le volume des pièces ou encore l'âge de l'immeuble. D'autre part, l'augmentation de ces loyers est réglementée de façon assez stricte.

Ces deux mesures ont permis à de nombreux locataires de rester sur place, bien souvent à l'intérieur des villes tandis qu'autour d'eux, les prix du marché du logement augmentaient considérablement, faisant des loyers de 1948 les seuls logements permettant aux familles populaires de rester au cœur des villes comme dans le Marais à Paris.

Cependant, les logements bénéficiant de cette loi ont rapidement commencé à diminuer sous le coup de plusieurs actions :

La rénovation effectuée par les charognards de l'immobilier de la période gaulliste ainsi que les nombreux décrets permettant de sortir les loyers du corps de la loi de 1948. Ce n'est cependant qu'en 1976 qu'est appliquée la possibilité de libérer catégorie par catégorie ces loyers. Cela commence par la «2 A» (18 000 logements parisiens). Cf encart.

Aujourd'hui, on parle de s'attaquer à la «2 B». En fait, l'essentiel a déjà été mis en chantier contre les acquis de cette loi. Nul ne va s'étonner de cette mise en pièce des derniers acquis d'une loi à laquelle tant s'accrochaient pour s'opposer aux propriétaires. N'était-elle pas en contradiction dès sa naissance avec la logique de la spéculation immobilière, fruit d'un système où le profit et la propriété jouent

le rôle essentiel ? Comment la bourgeoisie aurait-elle pu supporter plus longtemps un si grand décalage entre les différents types de loyers, créant ainsi des réserves importantes de sur-profit. Bien souvent, cela se faisait au détriment d'une petite bourgeoisie dont la gauche s'est alors empressée de garantir l'existence.

Alors, que cherche la bourgeoisie ? D'une part, elle veut liquider un secteur qui a tant servi de référence de contestation pour de nombreux locataires refusant la hausse permanente des loyers et charges, ainsi que la part trop importante des loyers dans leur salaire. D'autre part, c'est un reflet de la crise actuelle du logement : nombreux logements vides dans les centres urbains ; logements surpeuplés en périphérie. Aujourd'hui, la grosse finance semble ne plus investir dans ces secteurs. Quant aux finances publiques, elles sont orientées pour l'essentiel vers le redéploiement d'une industrie à la recherche d'une 4^e place, dans l'échelle économique mondiale.

Aussi il s'agit de «redonner confiance» aux petits propriétaires en les assurant de surprofits substantiels. D'autre part, la grande ruée vers les tours est quasiment terminée. Les centres des villes, après avoir été l'affaire directe des grosses banques, vont revenir pour un temps aux petits propriétaires qui bénéficient actuellement de crédits pour la rénovation.

Cette attaque contre la loi de 1948 n'est donc qu'un prélude à la libération totale des prix immobiliers, qui suit la libération des loyers des HLM en juillet dernier.

Jean JAULIN

LES ETAPES D'UNE «LIBERATION»

1962 : Création du bail «3 ter». Ce bail d'une durée de 6 ans permet en contrepartie de libérer le prix du loyer à son échéance. Cela à condition que le locataire soit déjà locataire avant la signature du bail.

1964 : Bail «3 quinquies». Les appartements devenus vacants pourront être reloués moyennant un loyer libre pour 6 ans au moins s'ils présentent des conditions minimales de confort.

1970 : Bail «3 sexes». C'est un bail d'un an qui peut suivre l'expiration des baux dérogeant à la loi de 48 (3 ter, 3 quinquies etc.). Cette courte durée permet au propriétaire d'adapter plus rapidement les loyers au niveau du marché.

1976 : C'est toute la catégorie «2 A» qui est libérée.

1978 : Marcel Cavallé annonce : «L'objectif à terme du gouvernement est l'unité du Marché».

C'est-à-dire le retour au régime de liberté des prix dans ce domaine et la disparition des catégories de logement échappant en partie aux mécanismes du profit.

Certes les catégories «2 A» et «2 B» réunissent tous les éléments de confort par rapport aux plus basses catégories qui en général sont les plus surpeuplés et délabrés, car les propriétaires refusent de les entretenir pour en faire fuir ceux qui ont droit au maintien dans les lieux et ainsi les sortir de la loi de 1948. C'est le cas dans le Marais où le propriétaire est pourtant la ville de Paris.

COMBIEN EN RESTENT-ILS ?

Les catégories correspondent à des critères de confort, d'emplacement, d'âge de l'immeuble, etc.

Les statistiques remontent à 1973. Aujourd'hui, leur nombre a encore fortement diminué. Sur 17 millions de logements en France, on compte 800 000 logements soumis à la loi de 1948. A noter que plus de la moitié de ces appartements se trouvent en région parisienne.

Catégorie	Nombre de logements
2 B	77 000
2 C	172 000
3 A	375 000
3 B	253 000
Total	877 000

Source Insee

Le mouvement d'opposition en Pologne (2)

ENTRETIEN
AVEC ALEXANDRE SMOLAR

Propos recueillis par Joëlle FECLAZ



Les queues devant les magasins... toujours aussi longues.

Une tâche beaucoup plus large... La défense de tous les groupes sociaux... Le journal clandestin l'Ouvrier tire à dix mille exemplaires... Les noyaux des syndicats libres... L'«Université volante»... Plus d'une soixantaine d'universitaires... Des cours très populaires... Une recherche indépendante... Des meetings de plus de 200 paysans... Contre la loi sur les retraites défavorables aux paysans pauvres... L'auto-organisation... Un fait politique majeur... Une seconde rencontre avec la Charte 77...

▷ En septembre 1977, le KOR décide de changer de nom. Il ne s'appelle plus comité de défense des ouvriers, mais comité d'auto-défense sociale. Que signifie cette décision ?

— A partir de Septembre 1977, le mouvement va devenir encore plus vaste, mais il change un peu de caractère. Le problème ouvrier est d'une certaine manière résolu, la situation est devenue plus «normale». Quoique ce qui est normal dans ce pays soit toujours anormal : de très vives tensions, des conflits sociaux bien souvent cachés par la répression d'une police vigilante et omniprésente. La décision du KOR de changer son nom et de s'appeler comité d'auto-défense sociale ne signifie pas que les questions ouvrières ne sont plus importantes, mais que le KOR se donne une tâche beaucoup plus large, la défense de tous les groupes sociaux.

Les comités ouvriers

Il reste un groupe important d'ouvriers qui collabore avec le KOR et le mouvement intellectuel. Il y a un an étant créé le journal *l'Ouvrier** qui est un moyen important d'intégration des groupes d'ouvriers les plus actifs politiquement. Chaque numéro de ce journal clandestin est tiré à près de 10 000 exemplaires avec des techniques très primitives même si maintenant des techniciens qui collaborent avec le KOR permettent l'amélioration de ces techniques. Car bien sûr, on n'a pas accès aux techniques très modernes qui sont sous le contrôle de l'Etat.

▷ Que lit-on dans ce journal ?

— Des informations sur les persécutions des ouvriers dans les différentes régions du pays ; sur le mouvement ouvrier à l'étranger, surtout syndical ; sur le

mouvement indépendant d'opposition en Pologne. Il m'est difficile d'évaluer l'audience de ce mouvement chez les ouvriers, mais, d'après ce que je sais, ce journal est diffusé très largement bien que cela soit illégal et dangereux. Plusieurs personnes ont été arrêtées pour avoir diffusé devant les entreprises, condamnées à des peines de prison légères parce que la politique des autorités est plus libérale, à cause justement du développement de ce mouvement. Mais quand même, à Lodz, récemment, deux personnes ont été condamnées à un mois de prison pour diffusion — officiellement non pour cela mais pour «*délit contre l'ordre public*».

Des comités d'initiative pour la création de syndicats libres ont été fondés, l'un à Katowice, centre minier en Pologne du Sud, l'autre à Gdansk - Gdynia centre de la révolte ouvrière de 1970. Il m'est difficile d'évaluer le nombre d'ouvriers regroupés autour de ces comités. Ce sont les noyaux des syndicats, ils ont pris le nom de comités d'initiative, parce que leurs forces sont encore limitées mais leurs fonctions sont pratiquement celles des syndicats.

▷ Y-a-t-il un lien avec la tentative de fondation de syndicat libre en Union Soviétique par Klébanov ?

— Oui, l'expérience de Klébanov a joué un certain rôle. Le groupe de Klébanov s'est créé en Décembre 1977 ; en Pologne, le premier comité s'est créé fin février 1978, l'autre en mai 1978. L'expérience soviétique a certainement servi d'exemple, d'apprentissage.

L'université indépendante

Elle s'est créée en automne

dernier. Elle s'appelle aussi «université volante» : au temps où la Pologne dépendait de la Russie tsariste, ce type d'université illégale existait, par analogie. On l'appelle encore ainsi, en ce sens qu'elle est obligée de changer chaque fois de place, de se cacher, quoiqu'en fait elle soit ouverte, gérée par «*l'Association des cours supérieurs scientifiques*» qui regroupe plus d'une soixantaine d'universitaires dont 6 membres de l'Académie des Sciences, des écrivains très connus parmi lesquels trois membres du parti. L'un d'eux a été exclu du parti, mais les autorités du parti sont très très prudentes, elles ne veulent pas se mettre à dos tous les milieux littéraires, artistiques, académiques, universitaires. Il y a eu l'an dernier une quinzaine de cours, donnés par des universitaires éminents mais aussi par des plus jeunes comme Michnik sur l'histoire politique d'après guerre de la Pologne par un historien catholique journaliste très connu, Bogdan Cywinski, un sociologue philosophe, juste-ment membre du parti. L'assistance est variée. Il faut noter que les possibilités sont limitées, les cours se tiennent dans des appartements, et les appartements sont très petits en Pologne. Mais ces cours sont très populaires. Il y a aussi des séminaires pour ceux qui font une recherche indépendante, en marge de la vie intellectuelle officielle.

Cette université existe à Varsovie, mais aussi à Cracovie et dans d'autres villes. Elle reprendra sans doute son activité dès le 1^{er} octobre prochain.

Les comités d'auto-défense paysans

Ces comités ont été créés il y a quelques mois. Ils sont très influencés par le KOR, ils ont d'ailleurs adopté le même nom

que le KOR : comité d'auto-défense. Le premier a été créé dans le pays de Lublin, le plus récent dans le pays de Grojec à quelques kilomètres de Varsovie. Ces comités ont été créés à l'issue de meetings de plus de 200 paysans représentant plus de 20 villages. Ils ont été créés pour lutter contre un projet de loi sur les retraites adopté par le gouvernement. Cette loi est très défavorable aux paysans pauvres et de plus c'est une façon de réintroduire le système de fournitures obligatoires à l'Etat : cette retraite dépend de livraisons à l'Etat de quantités définies de marchandises. Pour la toucher, il faut fournir au moins une quantité égale à 15 000 zlotys, ce qui est bien souvent impossible pour les paysans pauvres.

Le développement de la conscience paysanne a progressé en quelques deux mois. Le premier comité demandait l'abolition de ce système de retraite, le deuxième formule en plus des revendications d'ordre plus général, de meilleures fournitures pour les magasins paysans dans lesquels on ne trouve presque rien, et l'auto-organisation paysanne. On voit d'ailleurs l'approfondissement s'améliorer dans ces régions, mais en même temps, c'est presque l'état de guerre : les régions sont isolées par la police, le téléphone est coupé.

Je crois que la création de ces comités paysans est peut être plus importante d'un certain point de vue, que la création des comités ouvriers. On voit que dans les pays de type socialiste, il est peut être beaucoup plus facile, surtout en Pologne où l'agriculture est restée entre les mains de particuliers, aux paysans de s'organiser qu'aux ouvriers. Les paysans sont moins contrôlés par le pouvoir, les villages sont plus difficiles à infiltrer.

Les ouvriers sont contrôlés de tous côtés, partout il y a des flics, ce qui est beaucoup plus difficile à la campagne. C'est pour ces raisons que je pense que cela peut devenir un fait politique majeur.

L'internationalisation du mouvement d'opposition

C'est le dernier fait important du développement actuel. Le KOR avait déjà publié plusieurs déclarations de solidarité avec les gens persécutés en URSS, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays. Depuis août 1978 des contacts directs ont été établis avec la Charte 77, le plus proche du KOR par ses conceptions et le plus vaste mouvement d'opposition en Tchécoslovaquie. Il vient d'y avoir une seconde rencontre où ont été décidées des actions communes et envoyés de messages de solidarité aux opposants des autres pays de l'Est (voir GDP d'hier)

(à suivre)

* : Un très large mouvement d'édition indépendante se développe. Le Bulletin d'Information du KOR qui a chaque fois de 40 à 60 pages. Un trimestriel de réflexion théorique politique publié par Michnik et Kuron «*Critique*». Un mensuel d'opinion et d'information du KOR La Voix. Un journal lié au Mouvement de la défense des droits de l'homme et du citoyen (ROPCIO) : L'Opinion. Un journal paysan lié au ROPCIO Paysan. Deux journaux étudiants : l'un lié au KOR, L'Index ; l'autre au ROPCIO Mutuel. Un journal extrême droite, mais d'opposition. Deux journaux littéraires de grande qualité : Zapis plutôt académique, Poulis journal de jeunesse littéraire.

1978 - 1979 Nouvelle campagne abonnés-amis



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- **LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG**
- OU
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salair aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

LIBRAIRIES

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Aix en Provence Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon	Lib. Les sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue.
Bourges	Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.
Brest	Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
Caen	La Licorne (10 %) Rue Froide
Clermont-Ferrand	Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
Evreux	Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)
Grenoble	Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)
La Rochelle	Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont
Le Mans	Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)
Lille	Librairie populaire 40 rue de Guesdes
Lyon	Librairie populaire (10 %) 226 rue Duguesclin (3 ^e)
Marseille	Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1 ^{er})
Metz	Librairie Géronimo (10 %) Rue du Pont des Morts
Montluçon	Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
Nice	Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
Nantes	Librairie 71 (10 %) 50 bd de la Madeleine
Orléans	Les temps modernes (5 %) rue N. D. de Recouvrance
Quimper	Calligrammes 23 rue du Sillé (10 %)
Perpignan	Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
Reims	Le Grand jeu 20 rue Colbert

Suivre pas à pas, sur le terrain, le développement des luttes ouvrières et populaires ; être là chaque fois que l'exploitation dévoile ses ravages, pour les mettre systématiquement à nu ; témoigner, de manière vivante, de l'évolution complexe de la lutte des classes à l'échelle internationale ; ouvrir, en même temps, le débat au sein du peuple sur toutes les questions qui le concernent : voici, à cette rentrée, quelques unes des ambitions du *Quotidien du Peuple*. Chacun le comprendra, cela demande des moyens.

Nous en avons peu. Nous n'en avons pas assez. Alors qu'il faudrait faire plus et mieux, plusieurs facteurs viennent contrarier nos projets. La hausse du prix des fournitures pèse en permanence sur notre équilibre. L'introduction, par la presse d'argent, de moyens de diffusion nouveaux (télé-impression), trop onéreux pour nous, est venue perturber notre diffusion. L'année qui vient, riche de promesses quant au développement du combat de la classe ouvrière, exige que notre journal relève le gant.

Depuis trois ans, nos lecteurs ont pu juger de l'arme que constitue un quotidien communiste. Tous auront à cœur que le *Quotidien du Peuple* vive, qu'il se développe.

Dans cette bataille, les abonnements sont une question cruciale. D'abord, parce qu'ils apportent une masse d'argent frais. Ensuite, parce que n'entraînant pas les frais considérables de la diffusion en kiosque, ils sont plus avantageux financièrement.

Venant à la rentrée, cette campagne est indispensable pour nous permettre de faire face aux échéances à court terme. Pour peu qu'elle soit menée vigoureusement, elle peut nous permettre de constituer une avance de trésorerie qui nous fait défaut.

Au fil des années, nous avons progressivement rationalisé notre service d'expéditions de manière à répondre promptement et ponctuellement à la demande : de plus en plus, l'envoi du journal s'effectue régulièrement. C'est une raison de plus pour que la campagne abonné-amis 1978 - 79 soit une réussite. Que chaque lecteur régulier trouve un abonné pour le *Quotidien du Peuple*, et notre journal pourra tenir sa place dans les luttes de l'année qui s'ouvre ! En avant pour une campagne massive «abonné-amis» du *Quotidien du Peuple* !

CINÉMAS

Paris	Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5 ^e) Tarif étudiant : 10 F La Clef 21 rue de la Clef (5 ^e). Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5 ^e) Châtelet-Victoria 19 avenue Victoria 1 ^{er}
Lyon	Cinématographe 44 cours Suchet (2 ^e) Tarif collect. (5 tickets : 40 F). Le Canut 32 rue Leynaud (1 ^{er}) (tarif. étud.)



Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amis», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 26 septembre

TF 1
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'aventure des pôles, série de quatre émissions de Paul-Emile Victor.
21 h 20 - Livres en fête, magazine littéraire avec Jean d'Ormesson et Jacques Paugam.
22 h 35 - Les grandes expositions. Jules Romain : l'histoire de Scipion.
23 h 05 - Journal et fin

A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top Club
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran, Le temps d'une République, débat : la révolution de la communale.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Il était une fois... l'homme, dessin animé d'Albert Barillé.
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vaquero I, film américain de John Farrow (1952), avec Robert Taylor, Ava Gardner
22 h 00 - Journal et fin

Mercredi 27 septembre

TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
19 h 55 - tirage du Loto
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'Herbe chaude, dramatique d'après le roman de Claire Dumas, avec Lucienne Hamon, Micheline Presle et Gisèle Casadessus
22 h 00 - Gurdjieff, document présenté par Pierre Schaeffer.
22 h 50 - Journal et fin

A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Muppet Show, invitée : Raquel Welch
21 h 05 - Mi fugue, mi raisin, émission de Patrice Laffont Le Pouvoir
22 h 20 - Gamin, film documentaire de Ciro Duran, production de l'INA. N° 1 : los Chinchés.
23 h 15 - Journal et fin

FR 3
18 h 55 - Tribune libre, Parti communiste français.
19 h 10 - Informations
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Il était une fois... L'homme
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - M. Klein, film franco-italien de Joseph Losey (1976), avec Alain Delon, Jeanne Moreau, film dramatique.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Mobilisation grandissante à Brest contre le nucléaire

«BREIZH A A VEVO PIGWIRE E STOURMO !»

(La Bretagne vivra, c'est un pays de combat)

DE NOTRE CORRESPONDANT J.J. KERFICIEN

A l'appel des mouvements anti-marée noire bretons et avec l'aide électoraliste des partis de gauche et des syndicats ouvriers, paysans et des marins-pêcheurs, Brest a vu samedi une des plus impressionnantes manifestations qu'elle ait connues. Impressionnante par le nombre de chars représentant la marée noire, suivis de la marée incolore du nucléaire, puis par le «Maro-mig» (faire le mort), ou 15 000 personnes allongées sur le bitume écoutaient la liste des principaux accidents déjà survenus dans le monde, puis les «recommandations» policières du plan ORSEC-RAD de Fessenheim. Jusqu'à ce moment, la manifestation se sera déroulée dans le calme, ceci à l'ap-

pel de la municipalité de Plouméguez, l'un des principales organisatrices.

Mais les manifestants n'accepteront pas tous de se cantonner à la non-violence face à la dictature d'EDF. Ils avaient scandé «Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain ?», «Nucléaire : non chez nous, nucléaire non partout», «Nous ne serons pas les pingouins du nucléaire» et «Namm, Namm, d'an distruj nukleel», «Breizh a a vevo, pigwire e stourmo» (La Bretagne vivra, c'est un pays de combat !).

La gauche traditionnelle, elle, défilera en silence. Elle se déclare contre le nucléaire en Bretagne, mais le PCF propose à la place, le gigantisme d'une usine marée-motrice au Mont Saint Michel, une

véritable catastrophe écologique, et qui de plus ne «démocratiserait» certainement pas le monopole EDF.

Quant à comment empêcher le nucléaire : comme pour la marée noire, des pleurs devant les gouvernants, des promesses aux électeurs. Les marées noires ne sont pas finies, parce qu'ils ont empêché les Bretons de prendre les moyens pour que cela cesse. On voit que pour le nucléaire ce sera la même chose : ils sont les premiers à condamner la juste colère qui s'est déclenchée après la dislocation officielle.

A ce moment-là, la moitié des manifestants restent sur place, et les plus jeunes en tête, se dirigent vers les locaux d'EDF.

En face d'eux, les gardes mobiles, dont on commence à bien connaître le pas de charge. Les CRS entrent en scène eux aussi, mais ce sont les gardes mobiles qui montreront le plus de violence, chargeant en tirant à tir tendu. Des dizaines de manifestants furent blessés, dont trois très gravement. Un jeune fille de 17 ans complètement défigurée par un tir de grenade à 15 mètres ; un autre par un tir à 5 mètres dans le ventre, et causera une hémorragie interne, d'autres sont en observation pour les mêmes raisons, ou pour matraquage dans le cou, sans compter les gros hématomes et les clavicules cassées.

Jamais Brest n'avait connu une telle violence. Les gardes mobiles eux-mêmes relèveront quatre blessés dans leurs rangs. Quant à ceux qui furent arrêtés, on ignore encore s'ils sont tous relâchés.

Collision aérienne aux USA : 150 morts

Des risques dénoncés depuis longtemps

Lundi matin, la collision entre un Boeing 727 et un avion de tourisme, a causé leur chute sur un quartier résidentiel de San-Diego en Californie, entraînant les passagers et les habitants vers la mort. Les 129 passagers, les 7 membres de l'équipage de B 727, les deux passagers de l'avion de tourisme, et 6 témoins à terre ont été tués. 80 personnes au sol ont été blessées. Cette catastrophe aérienne est la plus meurtrière que les USA aient connue.

L'accident s'est produit alors que le B 727 amorçait son atterrissage sur la piste de San-Diego, et que surgit un avion de tourisme, à 1 500 mètres d'altitude. L'avion de ligne aurait tenté de se poser en catastrophe avant de tomber en perte de vitesse.

Les pilotes de ligne américains, dénoncent l'insécurité qui règne sur certains terrains américains ou les avions de tourisme utilisent les mêmes installations que les avions réguliers. Or, les

avions de tourisme ne disposent pas des équipements, mais aussi parfois de l'expérience nécessaire. Le directeur de l'aviation civile américaine avait demandé à plusieurs reprises que les avions de tourisme n'utilisent pas les mêmes pistes que les vols réguliers : «Si les petits avions privés continuent d'utiliser les mêmes installations, nous courons à la catastrophe», avait-il argumenté. L'accident de lundi, confirme hélas sa thèse, la fatalité n'est pas de mise.

Le fait est que le ton est donné. Les Bretons sont déterminés à ne plus se laisser faire. Le combat sera dur avec les partis de gauche, qui, bredouilles, sabotent les véritables ripostes. Quoi qu'il en soit, ils n'arrêteront pas la mobilisation : 5 000 à Plogoff la première fois, 15 000 à Brest samedi, combien la prochaine fois ?... L'EDF a déjà trouvé des barricades, à Plogoff, elle en trouvera encore et si le GFA trouve acquéreur pour toutes ses parts, elle n'est pas sortie de l'auberge.

imro: des travailleurs aux pieds nus

16^e épisode La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes (Extraits)

Editions Fédérop

En décembre 1975, nous aurons une réunion de la Commission régionale de l'emploi. Cette Commission avait pour but d'essayer de régler le problème de l'emploi, à chaque fois qu'une imprimerie fermerait ses portes.

Lors de cette réunion, il apparaissait clairement que les maîtres imprimeurs voyaient d'un mauvais œil une éventuelle reprise de l'IMRO lorsqu'il avait été annoncé qu'un imprimeur de Rouen était en pourparlers avec la Préfecture de la Seine-Maritime et des banques. Les restes du cadavre attiraient toujours les vautours.

Sur les 90 ouvriers au chômage, un seul paraissait intéresser un imprimeur : un apprenti de seconde année, celui de première année n'étant pas jugé intéressant car il ne devait pas connaître suffisamment le métier ; quant à celui de troisième année, son salaire était sûrement jugé trop élevé !

Et les patrons s'en donnèrent à cœur-joie : ils nous proposaient de travailler éventuellement avec des contrats à durée déterminée car, disaient-ils, cela rendait service aux employeurs qui ont à faire face à des pointes de travail assez brèves. Quand nous disons « ils », nous entendons par-là tous les chômeurs du Livre de la Seine-Maritime, non compris les travailleurs de l'IMRO car, d'après les patrons, nous ne pouvions être considérés comme des demandeurs disponibles alors que nous étions licenciés à la date du 29 septembre 1975.

Nous reproduisons les chiffres de la Chambre Syndicale des Maîtres Imprimeurs, auxquels il conviendra d'ajouter les 90 travailleurs de l'entreprise.

Situation de l'emploi en Seine-Maritime
à fin octobre 1975

Industries polygraphiques

Industrie	Demandes	Offres
Photogravure	4	1
Composition-Impression	93	3
Reliure-Brochure	29	15

(dont 13 O.S. et 2 relieurs industriels)

Ces chiffres ne comportent pas de salariés de l'IMRO qui ne sont pas considérés comme demandeurs disponibles.

Nous exigeons des stages de conversion à de nouvelles techniques d'impression. Les patrons se montraient nets en nous rappelant que les licenciements devaient se poursuivre dans l'imprimerie. Dans de telles conditions, il n'y avait aucun intérêt à leurs yeux de nous former à de nouvelles techniques et qu'il était bien plus souhaitable « d'étudier un transfert vers des carrières plus sûres », en facilitant, tant la mobilité géographique que la mobilité inter-professionnelle, par une étroite collaboration avec la F.P.A., son rôle étant de faciliter la reconversion des intéressés.

Toute cette arrogance patronale fit que seulement vingt travailleurs de l'IMRO pourront suivre des stages organisés par l'I.N.I.A.G. (Institut National des Industries et Arts Graphiques). Des ouvriers suivront un recyclage en montage-film, les autres en impression-offset.

Ces stages n'eurent pas lieu dans l'usine occupée, et cela à notre grand dépit, les patrons y opposant un refus intransigeant. En effet, à l'origine, nous nous étions battus pour que les cours de conversion aient lieu dans l'entreprise, car cela aurait permis aux « élèves » d'être présents dans l'usine, de façon à pouvoir participer aux activités de lutte même si cela devait avoir lieu à un niveau plus limité. Mais, la raison la plus importante à nos yeux, c'est que cela aurait constitué une garantie face à une éventuelle arrivée des flics, car nous savions que les référés ne sont pas absolument nécessaires. Enfin, et ce n'était pas négligeable, cela aurait pu démontrer à la commission des Assedic le « bien-fondé » de notre occupation.

Nos syndicats, au cours des premières semaines d'occupation, nous firent tourner en bourrique. Nos rapports avec eux étaient des plus épisodiques, d'autant qu'ils n'avaient aucune solution à nous apporter quant à une reprise éventuelle de notre imprimerie par un tout aussi éventuel acquéreur. Cela ne les empêchait pas du tout de déclarer qu'ils cherchaient inlassablement une solution et se refusaient à nous en dire la teneur de ces propositions qui étaient, selon eux, au nombre de trois.

C'est ainsi qu'au cours de l'Assemblée générale du 28 octobre 1975, nous décidions tous ensemble d'aller occuper l'étude du syndic Desfontaines. Nous emportions nos banderoles et notre matériel de popularisation au cas où le liquidateur aurait oublié que nous étions licenciés depuis un mois.

A suivre

« Il n'y a pas eu de résultats tangibles », a confié Cyrus Vance, le secrétaire d'État américain, après avoir achevé sa tournée au Proche Orient, dans plusieurs capitales arabes. En effet, la tentative américaine de rallier aux résultats de Camp David et à la démarche de Sadate, les autres régimes arabes, se heurte toujours, huit jours après la fin du sommet tripartite, à l'hostilité de ces régimes, non seulement ceux représentés dans le « Front de la fermeté », mais aussi ceux dits « modérés » tels l'Arabie Saoudite. Bien entendu, l'ampleur des concessions égyptiennes qui bafouent les droits fondamentaux du peuple palestinien, qui cautionnent l'atteinte à la souveraineté égyptienne sur le Sinaï, en acceptant que cette partie du territoire de l'Égypte soit déclarée « zone démilitarisée », qui admettent la perspective d'un « traité de paix » Égypte-Israël avant même tout retrait sioniste du Sinaï (il ne commencerait qu'entre trois et neuf mois après la signature du traité) et de tout autre territoire arabe occupé y compris Jérusalem, de telles concessions sont à la base du refus arabe, quasi-unanime opposé jusqu'à présent aux démarches US. Le refus va-t-il se maintenir et de quelle manière ?

LE JEU AMÉRICAIN

La persistance d'une telle situation aurait toutes les chances de remettre en cause le jeu de la superpuissance américaine au Proche-Orient. Car, l'établissement d'une « paix séparée » entre l'Égypte et Israël n'est pas pour Washington un but en soi, elle ne doit être qu'une étape dans un processus devant conduire à un « règlement global », aux conditions américaines. Et lorsque Boutros-Ghali, ministre d'État égyptien des Affaires étrangères déclare au *Monde* (26 septembre) qu'« une paix limitée à l'Égypte et à Israël serait dangereuse et inutile », il partage en fait sur ce point les préoccupations américaines.

En effet, la réunion de Camp David et ses résultats sont un aboutissement de la politique américaine au Proche-Orient, mise en œuvre depuis la guerre d'Octobre 1973. Alors que cette guerre créait un risque d'affrontement majeur entre les deux superpuissances, c'est sous leur houlette qu'un cessez-le-feu avait été imposé aux peuples arabes en lutte contre Israël. Au lendemain de la guerre était envisagé un processus de « règlement » qui passait par la tenue d'une conférence de Genève placée sous la co-présidence soviéto-américaine. Les mesures qu'allait prendre alors le régime égyptien pour s'opposer à l'emprise soviétique, s'exerçant par

le biais de l'« aide » économique et militaire, allaient modifier de façon notable la situation. Ces mesures égyptiennes contre l'hégémonie soviétique allaient rapidement aboutir, au lendemain de la guerre, à une véritable rupture Égypte-URSS. Un tel processus, vu l'importance de l'Égypte, sa position historique et stratégique dans le monde arabe, sa situation de pays du champ de bataille avec Israël, l'importance de sa population (plus du tiers de la population de l'ensemble des pays arabes), portait un coup dur aux visées de l'URSS dans la région. C'est alors que l'impérialisme américain va essayer de tirer parti de la situation en essayant de faire entrer l'Égypte dans sa zone d'influence, et de parvenir à des « accords bilatéraux » sous l'égide américaine. C'est la mise en œuvre de la politique dite de « la navette » ou des « petits pas » de Kissinger, qui obtiendra de premiers succès avec l'accord Égypte-Israël de « désengagement » sur le Sinaï, puis l'accord Syrie-Israël, sur le Golan, deux accords séparés signés en 74 avec l'entremise américaine. La politique de Carter, son appui à l'initiative de Sadate (voyage à Jérusalem) depuis l'an dernier, n'est donc finalement que le prolongement de ces « petits pas » de Kissinger, la démarche suivie étant semblable quant au fond. Bien entendu, mener à bien ce processus implique toujours la liquidation de la

APRES CAMP DAVID

LES PEUPLES ARABES FACE A UN DOUBLE DANGER

Par Jean-Paul GAY

Résistance palestinienne et la paralysie de la lutte des peuples et des pays arabes contre l'Etat sioniste, instrument de l'impérialisme.

En agissant de la sorte, les Etats-Unis n'ont pas écarté l'idée d'un règlement global incluant l'URSS. En octobre dernier, juste à la veille de l'initiative de Sadate, une déclaration commune soviéto-américaine (qui faisait le silence sur l'OLP) avait été publiée. Toutefois, les Etats-Unis ont cherché (et cherchent) à réunir entre leurs mains, le maximum de cartes, pour arriver en position de force dans une éventuelle conférence de Genève (ou autre), et y imposer un « règlement » qu'ils auraient déjà largement préparé avec la réalisation d'« accords séparés » signés sous leur égide. L'Égypte, vu son importance et son influence, comme nous le disions plus haut, doit occuper du point de vue de l'impérialisme US une place de premier plan dans cette démarche.

LE DANGER SOVIÉTIQUE

Face à ces manœuvres américaines, la Résistance palestinienne et les pays arabes ont à faire face aujourd'hui à un double danger : il leur faut empêcher que les résultats de Camp David n'aboutissent à un processus de concessions en chaîne. (A cet égard, les pressions exercées sur Hussein de Jordanie, par exemple — compté sans qu'il ait donné son accord, comme partie dans les tractations sur la Cisjordanie, prévues à Camp David — vont être particulièrement fortes). Il leur faut aussi être vigilants face à la menace d'un retour en force de l'Union soviétique sur la scène du Proche-Orient.

Dans ce contexte, le sommet du « Front de la

fermeté » qui réunissait l'Algérie, la Libye, la Syrie, le Yémen du Sud, et qui s'est achevé samedi, conduit à poser plusieurs questions d'importance. Les pays participants à ce sommet et qui ont condamné non seulement les résultats de Camp David mais la rencontre elle-même, donneront-ils effectivement un prolongement pratique à leurs décisions ? On se souvient qu'après le voyage de Sadate à Jérusalem, leur première réunion en tant que « Front de la fermeté », n'avait pas abouti à des résultats effectifs, y compris en ce qui concerne les sanctions déjà envisagées à l'encontre de Sadate. Et lors de l'invasion sioniste du sud-Liban, la Résistance palestinienne s'était retrouvée seule avec les patriotes libanais, face à l'Etat d'Israël.

En ce qui concerne les décisions du « sommet de la fermeté », deux positions qui, dans une certaine mesure, peuvent se révéler contradictoires, y ont co-existé. Celle-ci consiste à envisager un resserrement des liens avec les pays arabes dits « modérés », dont l'Arabie Saoudite et la Jordanie, et qui, sans condamner la réunion de Camp David, en ont condamné les résultats. L'autre position est celle qui consiste à envisager un resserrement des liens avec l'URSS. Ainsi, la déclaration finale de Damas, envisage d'une part la réalisation d'une vaste unité arabe, isolant la politique de Sadate : « Concentration des potentialités militaires, économiques, politiques, et culturelles arabes et leur utilisation contre l'ennemi principal incarné par le sionisme, l'impérialisme et le colonialisme ». D'autre part la déclaration envisage de « renforcer la coopération avec les pays socialistes avec à leur tête

l'Union soviétique ». Le voyage que doit effectuer ces jours-ci le président Assad à Moscou, au nom du « Front de la fermeté » doit « permettre » notamment, selon le ministre syrien des Affaires étrangères, « le rétablissement de l'équilibre politico-militaire dans la région ainsi que la consolidation et l'affermissement des liens entre l'Union Soviétique et les pays membres du Front ».

Si les démarches de Khadafi, vis-à-vis de Bourguiba et d'Hussein, puis le voyage qu'entame mardi Assad dans les capitales arabes telles que Amman et Ryad, vont dans le sens de l'unité arabe, la prise de position mentionnée plus haut, concernant l'URSS, accorde une large place au resserrement des liens avec Moscou. De fait, les pays participant au « Front de la fermeté » et qui, en aucun cas, ne sauraient être catalogués comme « pays inféodés à l'URSS », peuvent, par les relations qu'ils entretiennent avec l'URSS, fournir plus que les pays arabes « modérés », des points d'appui à une tentative de retour en force de l'URSS dans les tractations diplomatiques sur le Proche Orient.

La position actuelle de l'Arabie Saoudite qui se déclare opposée aux résultats de Camp David, après avoir indiqué son accord avec le principe même de la rencontre, s'explique assurément par le degré de concessions de la part de Sadate vis-à-vis d'exigences que les Saoudiens ont toujours eu (Jérusalem arabe, retrait sioniste des territoires arabes occupés en 67, reconnaissance de l'OLP). Cette position s'explique aussi par les craintes du régime de Ryad de voir de trop grandes concessions égyptiennes favoriser en retour, une poussée soviétique au Proche-Orient. L'attitude de l'Arabie Saoudite peut

peser lourd dans l'évolution de la situation, puisque notamment, elle finance depuis 73, la majeure partie de l'économie égyptienne, et dispose par là d'un énorme moyen de pression.

ATOUTS AMÉRICAINS ET LIMITES

Même si l'impérialisme américain a fait figure ces dernières années, de meneur de jeu sur l'échiquier du Proche-Orient, sa marche de manœuvre n'en reste pas moins limitée. Assurément, il dispose toujours d'un atout de premier plan : la très grande dépendance d'Israël vis-à-vis de lui, qui lui permet d'apparaître aux yeux de certains régimes arabes comme le partenaire indispensable, décisif, de tout « règlement », vu le moyen de pression sur la situation, qu'il possède ainsi. Mais, sa tentative de continuer à s'appuyer sur Israël et de développer en même temps son influence dans les pays arabes, est difficile à mener. Ne serait-ce que parce que le propre jeu d'Israël ne se recoupe pas toujours avec les préoccupations hégémonistes des Etats-Unis (exemple : certaines contradictions sur la question des implantations de colonies en Cisjordanie). Globalement, le jeu américain vis-à-vis des pays arabes peut s'en trouver limité, et être mis à profit par l'URSS.

Face aux concessions de Sadate, face aux manœuvres américaines, la question d'un retour en force de l'URSS au Proche-Orient est donc posée. Le degré d'unité des différents pays arabes, la vigilance des peuples arabes face à ces différents dangers, la détermination de la Résistance palestinienne à poursuivre de façon autonome son combat, comme elle l'a toujours fait, décideront de l'avenir.

Instantanés

Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée

Sachant qu'au lieu des deux classes de terminales G 1 comptant chacune 25 élèves, il n'existe plus cette année qu'une seule classe de 35 élèves, sachant par ailleurs qu'aucune salle du lycée de banlieue, où se pose l'épineux problème qui vous est proposé, ne peut accueillir plus de 27 élèves en cours de sténodactylographie, et encore en se tassant comme des sardines, sachant enfin que le bruit de 25 machines à écrire crépissant toutes ensembles, cela n'a déjà rien de triste...

Comment vous, qui êtes la maîtresse-auxiliaire, chargée d'enseigner l'art de la dactylographie à cette unique classe pléthorique, comment donc allez-vous vous y prendre ?

Vous pensez sans doute qu'il serait bien mieux d'embaucher

un deuxième professeur et de dédoubler la classe. Idéaliste ! Utopiste que vous êtes ! Sachez que votre ministre, M. Beullac a, dans sa bonté, bien voulu vous éclairer le 21 juin dernier sur ses intentions : « il s'agit de dépenser mieux avant de dépenser plus ». Dans votre lycée on a fait mieux que de suivre à la lettre ce nouveau credo de l'Éducation nationale : en dactylographie, on est parvenu à dépenser moins.

Votre ministre a mieux à faire que de s'inquiéter du mesquin problème qui vous préoccupe présentement. Abandonnez votre espoir, et cherchez une autre solution !

Avec cet esprit tâtilon qui prouve que vous êtes peu au fait de la réalité scolaire, vous avez, pour noircir systématiquement la situation, fait remarquer que certaines machines à écrire ayant été prélevées sur le total précédent, vous ne disposez tout au plus que de deux machines pour trois élèves. Cette observation, pas plus que les rêves fous caressés d'abord, ne permettant pas de résoudre votre problème, abandonnez-là elle aussi !

Pratiquer une rotation de l'effectif ? Il n'en est pas question. Ce serait priver chaque élève de la moitié des heures prévues, ce

qui est contraire à toute saine compréhension de la pédagogie ; et d'ailleurs, le règlement ne vous y autorise pas. Enfin, que deviendraient les élèves du groupe qui n'aurait pas cours ? En permanence ? Vous savez bien que nous avons moins de surveillants que l'année dernière. Alors, livrées à elles-mêmes ? Mon Dieu, ce serait affreux, n'est-ce pas ?

Allons faites un effort d'imagination ! Pour vous aider, je vous rappelle que les deux salles de dactylographie sont contiguës. Et même, elles sont reliées par une porte...

Vous ne voyez toujours pas ? C'est pourtant simple. Pour que votre enseignement, que je veux croire à priori de qualité, profite à tous les élèves à la fois, il vous suffit... de vous tenir dans l'embrasure de la porte !

Enfin baignée de la lumière des solutions administratives, la prof' de dactylo a même reçu l'assurance que l'on abatrait la cloison un de ces jours. Pas avant la Toussaint toutefois, le temps que la Commission de Sécurité donne son avis. Et s'il est défavorable à cause de la fragilité du bâtiment, il vous sera toujours loisible d'aménager l'embrasure à votre convenance...

Claude ANCHER